

DEUXIÈME TRIMESTRE

Rapport du deuxième trimestre
de l'exercice 2017 aux actionnaires

Pour nous, il n'existe pas
de marchés étrangers.^{MC}

Groupe Canaccord Genuity Inc. annonce ses résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2017

Compte non tenu des éléments importants, perte par action ordinaire de 0,03 \$¹

Les activités de gestion de patrimoine continuent de générer une croissance des bénéfices stable, permettant ainsi d'atténuer l'incidence du ralentissement des activités sur les marchés des capitaux mondiaux

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

TORONTO, le 1^{er} novembre 2016 – Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, clos le 30 septembre 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. (« Canaccord Genuity » ou la « Société »; TSX : CF) a généré des produits des activités ordinaires de 193,6 millions \$. Compte non tenu des éléments importants¹, la Société a comptabilisé un résultat net de 2,0 millions \$, ce qui représente une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires² de 2,5 millions \$ (perte de 0,03 \$ par action ordinaire). Compte tenu de tous les éléments importants, selon les IFRS, la Société a comptabilisé un résultat net de 0,2 million \$, ce qui représente une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires² de 4,2 millions \$ (perte de 0,05 \$ par action ordinaire).

« Même si la période prolongée d'incertitude du marché qui a précédé et suivi le vote sur le Brexit et qui se poursuivra jusqu'aux élections américaines a eu une incidence évidente sur nos résultats du deuxième trimestre, l'amélioration du niveau d'activité dans nos secteurs de prédilection à l'échelle mondiale et le rendement exceptionnel de nos activités de financement de sociétés en Australie sont encourageants, a mentionné Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Au cours du trimestre, nous avons réalisé des progrès considérables dans le cadre de notre stratégie mondiale de gestion de patrimoine, qui, nous croyons, contribuera directement à assurer la stabilité des résultats à long terme. »

La Société a également annoncé des changements au sein de son équipe de direction, conjugués à une stratégie clairement définie pour la transition réussie des responsabilités.

Brad Kotush, vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, a décidé de quitter le Groupe Canaccord Genuity Inc., mettant fin à dix-huit années de service dévoué. Il a accepté de demeurer au sein de la Société jusqu'à la publication des résultats du troisième trimestre en février 2017, afin d'assurer une transition ordonnée. Après le départ de Brad Kotush, Don MacFayden, vice-président principal, Finances, et chef des finances de Canaccord Genuity Inc., filiale aux États-Unis, s'acquittera des fonctions de vice-président à la direction et chef des finances. Adrian Pelosi, vice-président principal, Gestion des risques, et trésorier, deviendra vice-président à la direction, chef de la gestion des risques et trésorier. Nick Russell, chef des finances de Canaccord Genuity Limited, filiale au Royaume-Uni et en Europe, occupera le poste de vice-président principal, Finances, qui a été élargi à l'échelle mondiale.

« J'aimerais remercier Brad pour son engagement et tout ce qu'il a apporté à Groupe Canaccord Genuity et à ses employés. Depuis qu'il s'est joint à la Société en 1998, Brad a joué un rôle essentiel dans un grand nombre d'acquisitions et de financements importants, qui ont mené au développement de notre plateforme mondiale, a dit Dan Daviau, président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. Brad a été un excellent collègue, il a réuni une équipe solide intégrée à l'échelle mondiale dans les secteurs des finances et des risques, et je suis convaincu que les professionnels que nous avons choisis pour lui succéder le feront harmonieusement. Au nom de mes collègues et du conseil d'administration, je lui souhaite beaucoup de succès dans ses prochaines aventures. »

Table des matières

Canaccord annonce ses résultats du deuxième trimestre	1	États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités	30	États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités	33
Lettre aux actionnaires	6	Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités	31	Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités	34
Rapport de gestion	8	États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités	32	Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités	35

Don MacFayden possède le titre de CPA, CA et est d'abord entré en fonction dans l'une des sociétés précédentes de Groupe Canaccord Genuity en 1986. Pendant ce temps, il a largement contribué à la croissance du Groupe. En plus de son poste actuel comme chef des finances des activités aux États-Unis, il a été un membre clé de l'équipe d'information financière interne et externe et de fiscalité du Groupe pendant de nombreuses années.

Adrian Pelosi s'est joint à la Société en 2007 et, depuis 2008, il a occupé divers postes comportant des responsabilités de plus en plus grandes au sein de la division de gestion des risques de la Société. Il assume des responsabilités au sein du conseil du Groupe depuis 2010 et, outre ses tâches en gestion des risques, il a été vice-président principal, Audit interne, et agit actuellement comme le trésorier du Groupe. Adrian Pelosi est analyste financier agréé et gestionnaire des risques agréé.

Depuis le début de sa carrière en 1998, Nick Russell a acquis une vaste expérience au sein des divisions des finances dans les activités de financement de sociétés en Europe et en Amérique du Nord. Il est membre agréé de l'Association of Chartered Certified Accountants (FCCA) et est devenu chef des finances du secteur des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe en 2008. À la suite de l'acquisition réussie de Collins Stewart Hawkpoint plc en 2012, son poste a été élargi pour inclure des responsabilités relatives à l'exploitation, à la comptabilité, à la fiscalité, à la réglementation et aux risques pour Canaccord Genuity Limited.

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

- Produits des activités ordinaires de 193,6 millions \$, en hausse de 1,6 %, ou 3,0 millions \$, comparativement à 190,6 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 190,7 millions \$, en hausse de 2,4 %, ou 4,5 millions \$, comparativement à 186,2 millions \$¹
- Charges de 192,8 millions \$, en hausse de 2,0 %, ou 3,7 millions \$, en regard de 189,1 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, perte par action ordinaire de 0,03 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,01 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 2,0 millions \$, comparativement à un résultat net de 1,9 million \$¹
- Résultat net de 0,2 million \$, comparativement à un résultat net de 0,4 million \$
- Perte par action ordinaire de 0,05 \$, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,03 \$

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2017

- Compte non tenu des éléments importants, produits des activités ordinaires de 193,6 millions \$, en baisse de 5,6 %, ou 11,4 millions \$, comparativement à 205,0 millions \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 190,7 millions \$, en baisse de 3,2 millions \$, ou 1,7 %, comparativement à 193,9 millions \$¹
- Produits des activités ordinaires de 193,6 millions \$, en baisse de 6,1 %, ou 12,6 millions \$, par rapport à 206,2 millions \$
- Charges de 192,8 millions \$, en baisse de 3,4 millions \$, ou 1,7 %, en regard de 196,2 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, perte par action ordinaire de 0,03 \$, par rapport à un résultat par action ordinaire de 0,05 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 2,0 millions \$, comparativement à un résultat net de 8,1 millions \$¹
- Résultat net de 0,2 million \$, comparativement à un résultat net de 7,5 millions \$
- Perte par action ordinaire de 0,05 \$, par rapport à un résultat par action ordinaire de 0,04 \$

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 (Semestre clos le 30 septembre 2016 par rapport au semestre clos le 30 septembre 2015)

- Compte non tenu des éléments importants, produits des activités ordinaires de 398,6 millions \$, en baisse de 1,6 %, ou 6,5 millions \$, comparativement à 405,1 millions \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, charges de 384,6 millions \$, en baisse de 0,2 %, ou 0,7 million \$, comparativement à 385,4 millions \$¹
- Produits des activités ordinaires de 399,8 millions \$, en baisse de 1,3 %, ou 5,3 millions \$, par rapport à 405,1 millions \$
- Charges de 389,0 millions \$, en baisse de 0,5 %, ou 2,1 millions \$, en regard de 391,1 millions \$
- Compte non tenu des éléments importants, résultat par action après dilution de 0,02 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,09 \$¹
- Compte non tenu des éléments importants, résultat net de 10,1 millions \$, comparativement à un résultat net de 15,3 millions \$¹
- Résultat net de 7,7 millions \$, comparativement à un résultat net de 10,5 millions \$
- Perte par action ordinaire de 0,01 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,04 \$

Situation financière à la fin du deuxième trimestre de 2017 comparativement au quatrième trimestre de 2016

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 317,5 millions \$, en baisse de 110,8 millions \$ par rapport à 428,3 millions \$
- Fonds de roulement de 385,3 millions \$, en hausse de 4,0 millions \$ par rapport à 381,3 millions \$
- Total des capitaux propres de 727,9 millions \$, en baisse de 22,0 millions \$ en regard de 749,9 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire après dilution de 4,70 \$, en baisse de 0,29 \$ par rapport à 4,99 \$³
- Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales de la Société et a approuvé le maintien de la suspension du dividende trimestriel versé sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.
- Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016.

Sommaire des activités

SIÈGE SOCIAL

- Le 11 août 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé le dépôt d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 des actions ordinaires de la Société conformément aux exigences de la Bourse de Toronto, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles. Grâce à cette démarche, la Société peut racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. Le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société lors du dépôt de l'OPRCNA. Aucune action n'a été rachetée dans le cadre de l'OPRCNA au cours du semestre clos le 30 septembre 2016.
- Le 1^{er} septembre 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé que le taux de dividendes sur ses actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A ») serait de 3,885 % pour la période du 1^{er} octobre 2016 au 30 septembre 2021.
- Le 16 septembre 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé que le nombre d'actions privilégiées de série A déposées aux fins de conversion en actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B ») était inférieur au nombre minimal requis et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B ne sera émise.
- Le 21 septembre 2016, Groupe Canaccord Genuity Inc. a annoncé un placement privé de 60 millions \$ de débentures subordonnées de premier rang convertibles non garanties à 6,50 %, dont le produit sera utilisé pour financer la croissance des activités de gestion de patrimoine de la Société au Canada et aux fins générales de l'entreprise. Le placement a été conclu le 28 octobre 2016.

MARCHÉS DES CAPITAUX

- Canaccord Genuity a participé à 78 transactions de financement de sociétés à l'échelle internationale, qui lui ont permis de recueillir un produit total de 9,3 milliards \$ CA⁴ au cours du T2/17.
- Canaccord Genuity a été chef de file ou co-chef de file pour 26 transactions à l'échelle internationale qui lui ont permis de mobiliser un produit total de 0,7 milliard \$ CA⁴ au cours du T2/17.
- Au cours du T2/17, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Un placement complémentaire de 329,9 millions \$ US pour Shopify, Inc. à la Bourse de New York et à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 275 millions \$ US pour Kenmare Resources plc à la Bourse de Londres et à la International Securities Exchange
 - Un placement complémentaire de 201 millions \$ US pour Sage Therapeutics au NASDAQ
 - Une transaction de 113,4 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 151,5 millions \$ US pour Exact Sciences Corporation au NASDAQ
 - Un placement complémentaire de 75,4 millions \$ US pour Aquinox Pharmaceuticals, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 62,6 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 100,6 millions \$ AU pour Metals X Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 80,0 millions \$ AU pour Sundance Energy Australia Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 65,7 millions \$ CA pour Belo Sun Mining Corp. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 27,0 millions £ pour Stride Gaming plc à la Bourse de Londres
 - Deux transactions totalisant 52,3 millions \$ CA pour Osisko Mining Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 50,0 millions \$ AU pour Kogan.com Limited à la Bourse d'Australie
 - Un premier appel public à l'épargne de 41,2 millions \$ US pour Tactile Systems Technology, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 30,0 millions € pour Sirius Real Estate Limited à l'AIM et à l'AltX de la Bourse de Johannesburg
 - Une transaction de 40,3 millions \$ CA pour Automotive Properties REIT à la Bourse de Toronto
 - Un placement complémentaire de 34,5 millions \$ US pour Avinger, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 37,3 millions \$ CA pour Pure Multi-Family REIT LP à la Bourse de croissance TSX
 - Deux transactions totalisant 38 millions \$ CA pour Aurora Cannabis Inc. à la CNQ
 - Un premier appel public à l'épargne de 30,3 millions \$ US pour Gemphire Therapeutics, Inc. au NASDAQ
 - Un placement complémentaire de 25,9 millions \$ US pour Sequans Communications SA à la Bourse de New York
 - Une transaction de 28,0 millions \$ AU pour Osprey Medical Inc. à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 25,0 millions \$ AU pour Blackham Resources Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 21,6 millions \$ AU pour Vimy Resources Limited à la Bourse d'Australie
- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 240,1 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours du T2/17.
- Canaccord Genuity a généré des produits tirés des services de consultation de 17,8 millions \$ au cours du T2/17, en baisse de 26,1 millions \$, ou 59,5 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.
- Au cours du T2/17, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de General Mining Corporation Limited dans le cadre de sa fusion avec Galaxy Resources Limited
 - Conseiller de Stride Gaming dans le cadre de son acquisition de certains actifs de Tarco, de Netboost Media Limited et de 8Ball Games Limited pour un montant de 70,2 millions £
 - Conseiller de Areva SA dans le cadre de la vente de Canberra à Mirion Technologies
 - Conseiller financier de Texa dans le cadre de sa vente à Naxicap
 - Conseiller de Merit Medical Systems, Inc. dans le cadre de son acquisition de DFINE, Inc. pour un montant de 97,5 millions \$ US
 - Conseiller de BioD, LLC dans le cadre de sa vente à Derma Sciences, Inc. pour un montant de 21,3 millions \$ US, dont la valeur de la transaction pourrait s'élever à 77,8 millions \$ US

- Conseiller de Guestlogix Inc. dans le cadre de sa restructuration et de sa procédure de protection contre les créanciers en vertu de la LACC
- Conseiller de Prism Medical dans le cadre de sa vente à Handicare Group AB pour un montant de 81 millions \$
- Conseiller de Paysafe Group plc dans le cadre de son acquisition de Income Access Group pour un montant de 40 millions \$ CA
- Conseiller de WesternOne Inc. dans le cadre de ses débentures subordonnées non garanties convertibles et prorogables à 8 %
- Conseiller de Mines Management, Inc. dans le cadre de sa vente à Hecla Mining Company pour un montant de 46 millions \$ US

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 65,2 millions \$ au T2/17.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe et en Australie totalisaient 34,4 milliards \$ à la fin du T2/17³, en hausse de 4,2 % en regard de 33,0 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 3,6 % en regard de 33,2 milliards \$ à la fin du T2/16.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 29,7 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et avant impôt, a comptabilisé un résultat de 0,6 million \$ au T2/17.
- Les actifs sous administration au Canada totalisaient 10,3 milliards \$ au 30 septembre 2016, en hausse de 5,3 % en regard de 9,8 milliards \$ à la fin du trimestre précédent et en hausse de 9,0 % en regard de 9,5 milliards \$ à la fin du T2/16³.
- Les actifs sous gestion au Canada (discrétionnaires) totalisaient 1,22 milliard \$ au 30 septembre 2016, en baisse de 3,9 % en regard de 1,27 milliard \$ à la fin du trimestre précédent et en baisse de 10,4 % en regard de 1,36 milliard \$ à la fin du T2/16³.
- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 139 équipes de conseillers⁵ à la fin du T2/17, soit une de plus qu'au 30 juin 2016 et deux de moins qu'au 30 septembre 2015.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Les activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont généré des produits des activités ordinaires de 34,0 millions \$ et, après les imputations intersectorielles et compte non tenu des éléments importants, ont affiché un résultat net de 7,6 millions \$ avant impôt au T2/17¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 23,2 milliards \$ (13,6 milliards £) au 30 septembre 2016, en hausse de 3,6 % en regard de 22,4 milliards \$ (12,9 milliards £) à la fin du trimestre précédent et de 1,1 % par rapport à 22,9 milliards \$ (11,4 milliards £) au 30 septembre 2015³. En monnaie locale (livre sterling), les actifs sous gestion au 30 septembre 2016 ont augmenté de 6,2 % par rapport à ceux au 30 juin 2016 et de 20,1 % par rapport à ceux du T2/16.

Outre les modifications décrites précédemment, dans le cadre du développement continu des activités de gestion de patrimoine de la Société et de ses initiatives constantes de réduction des coûts d'exploitation futurs, la Société s'attend à comptabiliser au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017 certaines charges non récurrentes liées aux coûts associés à la rationalisation des locaux de bureaux à Toronto, aux coûts associés à la transition des nouveaux conseillers en placement vers la plateforme de gestion de patrimoine de la Société et aux charges associées à certaines attributions à base d'actions et à certains versements relatifs à la rémunération contractuelle dont les droits sont acquis plus rapidement. Le total de ces coûts devrait s'établir à environ 6 millions \$.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 5 et 9.

2) Le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires correspond au résultat net ajusté en fonction des participations ne donnant pas le contrôle et des dividendes sur actions privilégiées.

3) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » aux pages 5 et 9.

4) Transactions de plus de 1,5 million \$. Données de la Société.

5) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Les mesures non conformes aux IFRS présentées comprennent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution et des chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, ainsi que les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger. La valeur comptable par action ordinaire, après dilution, correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options et bons de souscription, le cas échéant, et, depuis le T1/14, est ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	193 602 \$	190 602 \$	1,6 %	399 782 \$	405 056 \$	(1,3) %
Total des charges selon les IFRS	192 845	189 103 \$	2,0 %	389 014	391 110 \$	(0,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	827	1 320	(37,4) %	1 646	2 730	(39,7) %
Profit net réalisé à la cession d'activités (produits des activités ordinaires)	—	—	—	(1 193)	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 323	1 557	(15,0) %	2 727	3 024	(9,8) %
Total des éléments importants	2 150	2 877	(25,3) %	3 180	5 754	(44,7) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	193 602	190 602	1,6 %	398 589	405 056	(1,6) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	190 695	186 226	2,4 %	384 641	385 356	(0,2) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	2 907 \$	4 376 \$	(33,6) %	13 948 \$	19 700 \$	(29,2) %
Impôt sur le résultat – ajusté	899	2 433	(63,0) %	3 801	4 438	(14,4) %
Résultat net – ajusté	2 008 \$	1 943 \$	3,3 %	10 147 \$	15 262 \$	(33,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	(2 481)	(811)	(205,9) %	1 819	8 720	(79,1) %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	(0,03) \$	(0,01) \$	(200,0) %	0,02 \$	0,10 \$	(80,0) %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	(0,03) \$	(0,01) \$	(200,0) %	0,02 \$	0,09 \$	(77,8) %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.
négl. : négligeable

Chers actionnaires,

Au cours du deuxième trimestre, les marchés mondiaux ont commencé à montrer des signes de reprise après l'onde de choc initiale causée par le résultat du référendum au Royaume-Uni. L'indice composé S&P/TSX et l'indice MSCI EAO ont terminé le trimestre en hausse de respectivement 5,5 % et 6,5 %, tandis que l'indice S&P 500 a enregistré une hausse plus modeste de 3,9 %.

Pendant le trimestre, les valeurs totales de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance ont augmenté sur douze mois, mais ont reculé de 35,8 % par rapport au trimestre précédent. Aux États-Unis, les valeurs de financement ont diminué sur douze mois, mais ont augmenté par rapport au trimestre précédent, les émetteurs étant devenus plus actifs en prévision des élections américaines. Les activités de financement sur l'AIM se sont légèrement accrues par rapport au trimestre précédent, la stabilité commençant à revenir sur ce marché.

Bien que notre secteur soit en mesure de gérer l'issue des événements mondiaux en cours, la période d'incertitude qui a précédé et suivi le vote sur le Brexit et qui se poursuivra jusqu'aux élections américaines a eu une incidence sur les activités sur les marchés des capitaux mondiaux depuis le début de l'année 2016. Cette période prolongée de faiblesse des activités a eu une incidence évidente sur nos résultats du deuxième trimestre.

Les activités de financement de sociétés et de consultation modérées ont eu une incidence sur la rentabilité de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Toutefois, j'ai le plaisir d'annoncer que nos activités sur les marchés des capitaux en Australie ont inscrit une performance record. En outre, nos activités de gestion de patrimoine au Canada et au Royaume-Uni et en Europe ont offert un rendement équivalant au seuil de rentabilité. Notre stratégie visant à accroître l'envergure de la société et les produits des activités ordinaires à l'aide des actifs tarifés de ces activités a permis d'atténuer l'incidence du fléchissement des activités sur les marchés des capitaux et de l'évolution au sein de notre secteur.

Amélioration progressive des produits des activités de gestion de patrimoine mondiales

Nos activités de gestion de patrimoine mondiales ont généré des produits des activités ordinaires de 63,7 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 9,8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'actif total sous gestion a augmenté pour s'établir à 34,4 milliards \$, un record pour notre entreprise.

Au Royaume-Uni et en Europe, nos activités de gestion de patrimoine ont affiché des produits des activités ordinaires de 34 millions \$ et un résultat net de 7,6 millions \$ avant impôt et après imputations intersectorielles. Malgré le contrecoup des devises découlant de la dépréciation de la livre sterling, ce secteur a inscrit des résultats record en dollars canadiens. Évalués en monnaie locale, les actifs sous gestion ont augmenté de 6,2 % depuis la fin du premier trimestre et de 20,1 % sur douze mois. Les investissements visant l'amélioration de nos infrastructures étant derrière nous, nous avons pu accroître de façon constante les marges d'exploitation de ces activités. Au cours du deuxième trimestre, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 4,6 points de pourcentage d'un exercice à l'autre, pour s'élever à 80,6 %. La marge d'exploitation a augmenté à plus de 20 % au cours du trimestre, un niveau que nous estimons durable pour ces activités, comparativement à 17,3 % pour l'exercice 2016.

Nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont, à ma grande satisfaction, été rentables pour un deuxième trimestre consécutif. Les charges en pourcentage des produits des activités ordinaires ont reculé de façon constante au cours des deux derniers trimestres, et s'élevaient à 84,7 % à la fin du deuxième trimestre, soit le plus bas niveau depuis l'exercice 2012. Même si nous prévoyons que la hausse des coûts liés à la mobilisation des nouveaux conseillers et des actifs détenus par les clients aura une incidence à court terme sur le résultat, nos efforts de recrutement permettront d'accroître les produits des activités ordinaires à long terme et d'accélérer la croissance des actifs dans ces activités.

Un investissement décisif pour accroître les activités de gestion de patrimoine au Canada

Pendant le trimestre, nous avons annoncé que l'un de nos plus importants investisseurs à long terme, et l'un des principaux gestionnaires d'actifs au Canada, s'était engagé à verser 60 millions \$ pour appuyer la croissance de nos activités de gestion de patrimoine au Canada, un appui de taille pour notre stratégie de gestion de patrimoine. Avec le retour à la rentabilité de ce secteur, nous nous concentrons sur l'embauche d'équipes de conseillers d'expérience afin d'accélérer la croissance au sein de ces activités. Au cours des derniers mois, nous avons accueilli neuf nouveaux conseillers en placement, et nous continuons de chercher d'autres conseillers. Ces ajouts actuels et prévus représentent de nouveaux actifs combinés d'environ 2,5 milliards \$, ce qui nous rapproche sensiblement de l'objectif de 15 milliards \$ en actifs sous gestion et, en définitive, au-delà de ce niveau pour ce secteur.

Notre stratégie d'embauche sélective de conseillers constitue une approche prudente et efficace pour l'augmentation des actifs sous gestion. Nous avons la liberté de travailler directement avec des professionnels qui correspondent à notre culture d'indépendance et d'entrepreneuriat, tout en évitant les frais importants et la restructuration généralement associés à une acquisition. Nous sommes actuellement en très bonne position pour nous concentrer sur la croissance de ces activités et l'accroissement des actifs sous gestion, afin de devenir la principale société indépendante en gestion de patrimoine au Canada. Cette croissance aidera également nos principales activités sur les marchés des capitaux dans cette région.

Rendement record des activités de financement de sociétés en Australie

Au cours du deuxième trimestre de 2017, Canaccord Genuity a participé à 78 transactions dans le monde, mobilisant ainsi un produit total de 9,3 milliards \$ pour des sociétés de croissance. Nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux ont généré des produits des activités ordinaires de 127 millions \$, les activités sur les marchés des capitaux en Australie et au Canada ayant le plus contribué à cette hausse.

Ces augmentations ont été contrebalancées par une diminution de 27 % des produits des activités ordinaires générés par nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, ainsi que par une plus faible baisse de 1,8 % de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Nos activités en Australie ont continué d'inscrire des résultats exceptionnels au deuxième trimestre, avec une hausse de 113 % d'un exercice à l'autre. Ce rendement est surtout attribuable à une augmentation de 288 % des produits tirés du financement de sociétés par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pendant le trimestre, les équipes de financement de sociétés en Australie ont été chef de file pour un certain

nombre de transactions dans les secteurs très concurrentiels des mines et de l'énergie et ont également atteint un nouveau sommet en ce qui concerne les commissions secondaires. Bien que nous prévoyions un ralentissement saisonnier des activités de mobilisation de capitaux, nous sommes sûrs que cette équipe continuera de conserver une importante part de marché des activités de mobilisation de capitaux et de consultation dans la région.

Au cours des mois d'été, qui connaissent généralement une baisse des activités, les produits tirés du financement de sociétés dans les activités sur les marchés des capitaux au Canada se sont largement accrus par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, mais sont toujours inférieurs aux niveaux normalisés. Malgré un environnement d'affaires au ralenti, notre équipe des marchés des capitaux au Canada a continué d'effectuer des transactions pour les clients et a inscrit une hausse des produits des activités ordinaires de 14 %, qui découle d'une augmentation des produits tirés du financement de sociétés de 186 % et des produits tirés des commissions et des honoraires de 70 %. Alors que les activités de financement de sociétés et de consultation de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont fléchi par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, nos principales activités de négociation à titre de contrepartiste ont continué de dégager un solide rendement et les produits qui en sont tirés ont augmenté de 38 % en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Bien que le Royaume-Uni ait indiqué son intention d'amorcer sa sortie de l'Union européenne à la fin de mars 2017, il est encore difficile de savoir la forme qu'elle prendra. Cette incertitude a ralenti les nouvelles émissions dans la région, malgré la faible volatilité et les facteurs économiques favorables, comme les taux d'intérêt les plus faibles jamais connus et les mesures d'assouplissement monétaire. Grâce à nos efforts d'harmonisation et à nos activités de recrutement visant à appuyer nos capacités mondiales de base, nous avons pu augmenter notre clientèle dans la région. Nous prévoyons que les nouvelles émissions vont s'accroître pendant le deuxième semestre de l'exercice, alors que plus de précisions sont apportées et que la conjoncture du marché devient plus conciliante.

Engagement continu envers la gestion de nos coûts

Depuis le début de nos initiatives de restructuration il y a neuf mois, nous avons atteint la majorité de nos objectifs de compression des coûts fixes, tirant avantage de la variation des taux de change. Compte non tenu des éléments importants et de la rémunération au rendement, au deuxième trimestre, nous avons largement réduit nos charges d'exploitation à l'échelle de l'entreprise par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, de 93,5 millions \$ à 86,6 millions \$, et nous continuons d'étudier d'autres mesures de compression des coûts. Une diminution de 17,8 %, ou 4,1 millions \$, de nos frais d'administration par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent témoigne de notre culture améliorée de compression des coûts.

Engagement envers nos communautés

Peu importe le marché, nos équipes sont déterminées à influencer de façon favorable les communautés au sein desquelles nous menons nos activités. Au cours du trimestre, Canaccord Genuity a parrainé la quatrième édition annuelle de la Great Camp Adventure Walk qui vise à satisfaire les besoins prioritaires du Hospital for Sick Children de Toronto. Plus de 2,1 millions \$ ont été amassés par 2 800 participants, commanditaires et bénévoles dans le cadre de cet événement, qui a recueilli un total de 7,6 millions \$ depuis 2013. Le 27 octobre, grâce aux commissions tirées des transactions sur actions désignées, notre équipe des marchés des capitaux aux États-Unis a recueilli de l'argent au profit de Youth INC au cours de la Trading Week for Kids, portant notre contribution pour les cinq dernières années à plus de 3 millions \$ US. Youth INC présente un modèle de philanthropie novateur axé sur l'aide à l'accélération de la croissance des organismes sans but lucratif au service des jeunes de New York.

Évolution du leadership au sein de la Société

Aujourd'hui, nous avons annoncé le départ de Brad Kotush du Groupe Canaccord Genuity, qui restera néanmoins parmi nous jusqu'en février 2017 pour assurer la transition ordonnée de ses responsabilités. À titre de chef des finances et de la gestion des risques, il a permis de favoriser le développement d'équipes très compétentes intégrées à l'échelle mondiale dans les secteurs des finances et de la gestion des risques. Je suis convaincu que les professionnels que nous avons choisis pour lui succéder intégreront facilement leurs nouvelles fonctions. J'aimerais encore une fois remercier Brad Kotush pour tout ce qu'il a apporté à la Société et aux employés au cours des 18 dernières années.

Quant au deuxième semestre de l'exercice 2017, un certain nombre d'occasions continuent de se présenter à nous de manière à renforcer notre offre et à accroître notre part de marché pour toutes nos activités, et nous sommes mieux outillés pour faire face à l'incidence des facteurs sur lesquels nous n'avons aucun contrôle. À titre de société dynamique et indépendante, nous continuerons d'apporter des ajustements à nos activités, afin de protéger nos principales forces et de tirer parti de la conjoncture des marchés en constante évolution. Alors que nous continuons de profiter d'un excellent contexte de recrutement, nous sommes engagés à investir de façon réfléchie dans les secteurs qui, selon nous, offriront une croissance durable à long terme, afin que nous puissions dégager un rendement plus solide pour nos clients et nos actionnaires.

DAN DAVIAU

Président et chef de la direction
Groupe Canaccord Genuity Inc.

Rapport de gestion

Deuxième trimestre et premier semestre de l'exercice 2017 clos le 30 septembre 2016 – ce document est daté du 1^{er} novembre 2016

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans notre situation financière et les résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2016 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Dans l'analyse qui suit, le trimestre clos le 30 septembre 2016 est aussi désigné par les termes « deuxième trimestre de 2017 », « T2/17 » et « deuxième trimestre de l'exercice 2017 ». Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc. et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2016, qui commencent à la page 30 du présent rapport, la notice annuelle datée du 24 juin 2016 et le rapport de gestion annuel de 2016, y compris les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2016 (« états financiers consolidés annuels audités »), qui se trouvent dans le rapport annuel de la Société daté du 1^{er} juin 2016 (« rapport annuel de 2016 »). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2016, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, y compris l'utilisation projetée du produit des débetures, des résultats, des circonstances, la performance ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, la performance et les perspectives et possibilités d'affaires de la Société. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. De par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2016 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, de même que les facteurs dont il est question à la rubrique « Risques » du présent rapport de gestion qui aborde le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle de 2016 déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas non plus exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Présentation de l'information financière et des mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2016 (les « états financiers du deuxième trimestre de 2017 ») qui ont été dressés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS). Les états financiers du deuxième trimestre de 2017 ont été dressés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34) selon les méthodes comptables que la Société a adoptées pour la préparation de ses états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2016.

MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par la Société comme mesures de la performance financière. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options et bons de souscription, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe représentent la valeur de marché des biens du client qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions et des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Australie et les ASG – Royaume-Uni et Europe peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par la Société et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non, ainsi que les profits et pertes liés aux cessions d'activités, y compris la comptabilisation de profits de change réalisés à la cession d'établissements à l'étranger. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettent une meilleure évaluation de la performance opérationnelle des activités de la Société et favorisent une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de la Société. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres présentés compte non tenu des éléments importants, puisque les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de la Société; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey, à l'île de Man et en Australie. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï.

Groupe Canaccord Genuity Inc. est coté sous le symbole CF à la Bourse de Toronto. Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

Nos activités sont assujetties à la conjoncture générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

ENVIRONNEMENT D'AFFAIRES

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, les statistiques économiques canadiennes se sont affaiblies en raison des feux de forêt en Alberta et du ralentissement continu des placements dans le secteur de l'énergie. Une autre difficulté rencontrée pendant le trimestre a été la dépréciation importante des devises d'Amérique latine, notamment du peso mexicain (dépréciation d'environ 20 % depuis le début de l'exercice par rapport au dollar canadien), qui nuit à la compétitivité des exportations canadiennes vers les États-Unis. La Banque du Canada a récemment tenu des propos prudents à l'égard de l'économie canadienne et a clairement mentionné que le marché immobilier de Vancouver pourrait représenter une vulnérabilité financière dans le futur. Aux États-Unis, les principales statistiques économiques (l'emploi, l'indice des directeurs d'achat (*Purchasing Manager's Index* ou PMI)) et les ventes au détail ont amorcé le trimestre en force, avant de s'affaiblir vers la fin du trimestre. Par conséquent, le Leading Economic Index (LEI) des États-Unis a été très faible, à un niveau avoisinant zéro. Parallèlement, l'inflation est demeurée bien en deçà de la cible de 2 % visée par la Réserve fédérale américaine (« Fed »), qui a décidé de renoncer à la hausse des taux au cours du trimestre. Cependant, trois membres du Federal Open Market Committee ont contesté la décision. À la suite de la réunion de septembre, les prévisions du taux directeur médian pour 2016, 2017 et 2018 et les prévisions de croissance du PIB ont toutes été réduites par rapport aux prévisions formulées en juin. La Banque centrale européenne et la Banque du Japon se sont toutes deux abstenues d'ajouter des mesures de relance monétaire, ce qui a déçu les investisseurs. Notamment, la Banque du Japon a annoncé qu'elle se concentrerait sur la courbe de rendement des obligations et le yen plutôt que sur le montant d'obligations qu'elle achète. En Chine, l'indice PMI manufacturier a rebondi pendant l'été et les prix des maisons dans la région témoignent d'une reprise de la conjoncture du marché immobilier. Dans les autres marchés émergents, les banques centrales ont mis en œuvre plusieurs baisses des taux au cours du trimestre, les statistiques sur les exportations se sont améliorées et la croissance économique a repris.

L'indice S&P/TSX et l'indice S&P 500 ont connu un bon trimestre, en hausse de respectivement 4,7 % et 3,3 % au cours du deuxième trimestre de 2017. L'indice mondial MSCI a progressé de 4,3 %, en raison surtout des marchés émergents (6,9 %). Les prix de l'or, du cuivre et du pétrole étaient pratiquement inchangés à la fin de la période. Le pétrole brut a quant à lui été plutôt volatil, reculant sous les 40 \$ le baril avant de rebondir et de terminer le trimestre à 48 \$ le baril, les pays de l'OPEP ayant convenu de fixer la production de pétrole quotidienne à 32,5 millions b/j, ce qui représente une réduction de la production d'environ 750 000 b/j par rapport aux niveaux actuels. Le rebond des prix du pétrole a permis au secteur de l'énergie (+5,4 %) de surclasser le marché. Parallèlement, le rendement des obligations du Trésor américain à 10 ans s'est accru de 11 points de base et le rendement des obligations de société a reculé de 12 points de base. Le rebond du rendement des obligations du Trésor a favorisé les actions cycliques des secteurs autres que celui des ressources au Canada (+6,7 %) et a exercé une pression sur les actions défensives, notamment celles des télécommunications (-0,3 %) et des services publics (-2,8 %), qui sont souvent considérées comme des quasi-obligations. En ce qui concerne les devises, un budget croissant et les déficits du compte courant au Canada ont eu une incidence négative sur le dollar canadien (-1,6 %). La livre sterling a également été faible, atteignant des niveaux historiquement bas puisqu'on s'attend à ce que le gouvernement du Royaume-Uni invoque l'article 50 le printemps prochain dans le cadre du Brexit.

À plus long terme, la bonne nouvelle est que pour la première fois depuis 2009, le principal indicateur économique composé pour les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) s'est retrouvé en territoire de croissance. Les banques centrales des marchés émergents mettent beaucoup de pression sur la relance monétaire afin d'assurer la croissance, et leurs efforts portent leurs fruits. La mauvaise nouvelle est que les principaux indicateurs économiques pour les pays du G7 demeurent dans la zone de contraction, et la politique monétaire comme outil expansionniste est pratiquement épuisée. Il en découle un cycle économique mondial décalé qui, selon nous, devrait persister jusqu'à ce que les gouvernements des marchés développés souscrivent à la relance budgétaire. Nous estimons que cette étape décisive approche, peu importe le résultat des élections présidentielles aux États-Unis. Le coût de la dette lié aux dépenses des gouvernements est égal à zéro, le rendement des obligations du Trésor demeurant en deçà des taux de croissance tendanciels du PIB dans la majorité des pays. À tout le moins, nous sommes d'avis que la réduction de l'érosion fiscale devrait être une priorité au sein des autorités gouvernementales à l'échelle mondiale en 2017.

En ce qui concerne les actions, les développements récents suggèrent un meilleur rendement des secteurs cycliques. Parmi les facteurs positifs, notons l'incidence décalée des réductions de taux au sein des banques centrales des marchés émergents, la nouvelle accélération de la croissance des marchés émergents et le rééquilibrage des marchés des produits de base. Nous croyons que ce contexte soutiendra également les activités des marchés des capitaux, les sociétés ayant recours aux évaluations plus élevées des marchés boursiers pour mobiliser des capitaux. En outre, étant donné que la hausse des taux d'intérêt à long terme pourrait réduire le coût relatif des capitaux propres pour de nombreux émetteurs, nous nous attendons à un marché des PAPE amélioré et plus étendu.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

Les valeurs totales de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX ont diminué par rapport à celles du trimestre précédent et augmenté par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que les valeurs de financement au NASDAQ ont enregistré une diminution par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, mais ont montré des signes d'amélioration par rapport à celles du trimestre précédent. Les valeurs de financement à l'AIM se sont améliorées par rapport à celles du T1/17 et de la période correspondante de l'exercice précédent.

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	Juillet 2016	Août 2016	Septembre 2016	T2/17	Variation par rapport au T2/16	Variation par rapport au T1/17
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	4,1	4,0	5,0	13,1	36,5 %	(35,8) %
AIM (en milliards £)	0,8	0,2	0,3	1,3	8,3 %	8,3 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	6,1	4,8	8,2	19,1	(8,2) %	17,2 %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Dealogic et Placement Tracker

ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

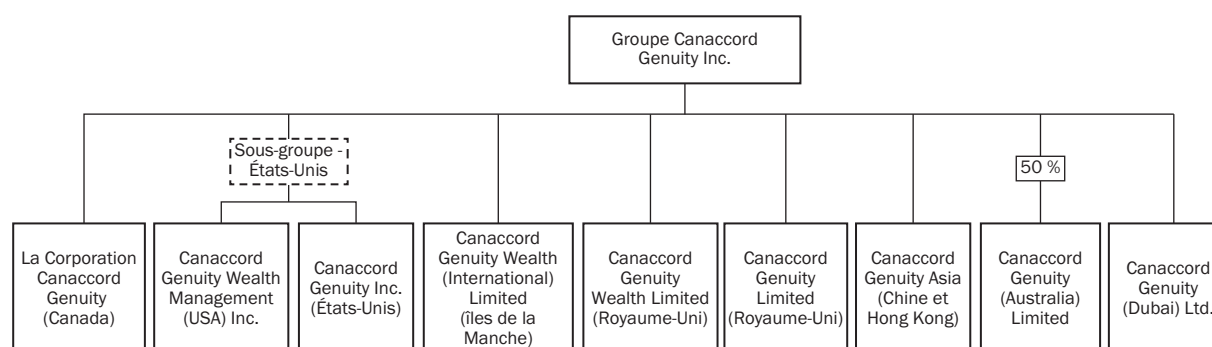
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, aux îles de la Manche et à l'île de Man.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation du Groupe Canaccord Genuity.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd. et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 30 septembre 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (58 % au 31 mars 2016).

Résultats d'exploitation consolidés

SOMMAIRE DES DONNÉES DU DEUXIÈME TRIMESTRE ET DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE 2017^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	Trimestres clos les 30 septembre			Variation – cumul du T2/17 par rapport au cumul du T2/16	Semestres clos les 30 septembre			Variation – cumul de l'exercice 2017 par rapport au cumul de l'exercice 2016
	2016	2015	2014		2016	2015	2014	
Groupe Canaccord Genuity Inc. (GCGI)								
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	95 342 \$	89 182 \$	86 240 \$	6,9 %	188 214 \$	183 888 \$	181 066 \$	2,4 %
Financement de sociétés	44 439	31 490	66 289	41,1 %	81 852	96 903	153 661	(15,5) %
Honoraires de consultation	18 016	43 912	55 741	(59,0) %	57 322	65 577	88 435	(12,6) %
Négociation à titre de contrepartiste	26 859	17 592	17 708	52,7 %	54 405	40 158	37 984	35,5 %
Intérêts	4 005	4 334	5 902	(7,6) %	7 613	9 408	12 206	(19,1) %
Autre	4 941	4 092	4 391	20,7 %	10 376	9 122	8 475	13,7 %
Total des produits des activités ordinaires	193 602	190 602	236 271	1,6 %	399 782	405 056	481 827	(1,3) %
Charges								
Rémunération au rendement	104 080	92 681	119 389	12,3 %	211 655	199 181	241 726	6,3 %
Charges salariales	20 633	22 510	20 268	(8,3) %	42 542	45 074	42 801	(5,6) %
Autres charges indirectes ³	68 132	73 912	71 669	(7,8) %	134 817	146 855	146 684	(8,2) %
Frais de restructuration ⁴	—	—	—	—	—	—	2 383	—
Total des charges	192 845	189 103	211 326	2,0 %	389 014	391 110	433 594	(0,5) %
Résultat avant impôt sur le résultat	757	1 499	24 945	(49,5) %	10 768	13 946	48 233	(22,8) %
Résultat net	200	(431)	17 614	146,4 %	7 655	10 530	36 483	(27,3) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	(1 220) \$	(105) \$	17 109 \$	négl.	5 462 \$	10 309 \$	35 190 \$	(47,0) %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 420	(326) \$	505 \$	négl.	2 193	221 \$	1 293 \$	négl.
Résultat par action ordinaire – après dilution	(0,05) \$	(0,03) \$	0,14 \$	(66,7) %	(0,01) \$	0,04 \$	0,29 \$	(125,0) %
Rendement des capitaux propres attribuables								
aux actionnaires ordinaires	(3,2) %	(1,3) %	6,1 %	(1,8) %	(0,2) %	1,0 %	6,3 %	(1,2) %
Dividendes par action ordinaire	—	0,05 \$	0,10 \$	(100,0) %	—	0,10 \$	0,15 \$	(100,0) %
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁵								
	4,70 \$	8,38 \$	8,90 \$	(43,9) %				
Total de l'actif	3 960 901 \$	3 981 552 \$	4 719 202 \$	(0,5) %				
Total du passif	3 223 981 \$	2 841 706 \$	3 562 261 \$	13,5 %				
Participations ne donnant pas le contrôle	8 992 \$	11 361 \$	15 130 \$	(20,9) %				
Total des capitaux propres	727 928 \$	1 128 485 \$	1 141 811 \$	(35,5) %				
Nombre d'employés	1 727	1 887	2 018	(8,5) %				
Compte non tenu des éléments importants⁶								
Total des produits des activités ordinaires	193 602 \$	190 602 \$	236 271 \$	1,6 %	398 589 \$	405 056 \$	481 827 \$	(1,6) %
Total des charges	190 695	186 226 \$	207 395 \$	2,4 %	384 641	385 356 \$	423 299 \$	(0,2) %
Résultat avant impôt sur le résultat	2 907	4 376	28 876	(33,6) %	13 948	19 700	58 528	(29,2) %
Résultat net	2 008	1 943	20 746	3,3 %	10 147	15 262	44 763	(33,5) %
Résultat net attribuable aux :								
Actionnaires de GCGI	518	2 187	19 986	(76,3) %	7 817	14 605	42 949	(46,9) %
Participations ne donnant pas le contrôle	1 490	(133)	760	122,0 %	2 330	657	1 814	254,6 %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	(2 481)	(811)	17 065	(205,9) %	1 819	8 720	37 030	(79,1) %
Résultat par action ordinaire – après dilution	(0,03)	(0,01)	0,17	(200) %	0,02	0,09	0,37	(77,8) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2016 (40 % au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2015 et 50 % au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2014).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration du semestre clos le 30 septembre 2014 ont été engagés dans le cadre de certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres ainsi qu'à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

5) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté en fonction du produit supposé de l'exercice des options et des bons de souscription, divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, dont les options et bons de souscription, le cas échéant, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renonciations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

6) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.
négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	193 602 \$	190 602 \$	1,6 %	399 782 \$	405 056 \$	(1,3) %
Total des charges selon les IFRS	192 845	189 103 \$	2,0 %	389 014	391 110 \$	(0,5) %
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	827	1 320	(37,4) %	1 646	2 730	(39,7) %
Profit net réalisé à la cession d'activités (produits des activités ordinaires)	—	—	—	(1 193)	—	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>						
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 323	1 557	(15,0) %	2 727	3 024	(9,8) %
Total des éléments importants	2 150	2 877	(25,3) %	3 180	5 754	(44,7) %
Total des produits des activités ordinaires compte non tenu des éléments importants	193 602	190 602	1,6 %	398 589	405 056	(1,6) %
Total des charges compte non tenu des éléments importants	190 695	186 226	2,4 %	384 641	385 356	(0,2) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	2 907 \$	4 376 \$	(33,6) %	13 948 \$	19 700 \$	(29,2) %
Impôt sur le résultat – ajusté	899	2 433	(63,0) %	3 801	4 438	(14,4) %
Résultat net – ajusté	2 008 \$	1 943 \$	3,3 %	10 147 \$	15 262 \$	(33,5) %
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté	(2 481)	(811)	(205,9) %	1 819	8 720	(79,1) %
Résultat par action ordinaire – de base, ajusté	(0,03) \$	(0,01) \$	(200,0) %	0,02 \$	0,10 \$	(80,0) %
Résultat par action ordinaire – après dilution, ajusté	(0,03) \$	(0,01) \$	(200,0) %	0,02 \$	0,09 \$	(77,8) %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.
négl. : négligeable

Change

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au T2/17, en regard du T2/16, la livre sterling s'est dépréciée d'environ 15,3 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est déprécié d'environ 1,1 %. Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, la livre sterling s'est dépréciée d'environ 10,0 % par rapport au dollar canadien, tandis que le dollar américain s'est déprécié d'environ 1,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette fluctuation du change a contribué à une partie de la variation de postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

Goodwill

Au cours du trimestre, la Société a effectué un test de dépréciation intermédiaire à l'égard du goodwill et d'autres actifs. Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

À partir des estimations préliminaires faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, ou le goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada, n'avaient pas subi de perte de valeur. Malgré cela, au 30 septembre 2016, cette détermination était assujettie à des variations découlant de l'incertitude persistante à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial demeurait incertain et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

Produits des activités ordinaires

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

Les produits des activités ordinaires pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 ont atteint 193,6 millions \$, en hausse de 1,6 %, ou 3,0 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au T2/17, le secteur Canaccord Genuity a enregistré une légère augmentation de 0,5 million \$ comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une baisse des produits tirés des honoraires de consultation de 24,9 millions \$, contrebalancée par la hausse des produits tirés des commissions et des honoraires, du financement de sociétés et des activités de négociation à titre de contrepartiste. Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 63,7 millions \$ au cours du trimestre clos le 30 septembre 2016, soit 3,5 millions \$ de plus qu'au T2/16, principalement en raison de la hausse des produits tirés du financement de sociétés enregistrés par nos activités nord-américaines.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. S'établissant à 95,3 millions \$, les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 6,2 millions \$ au T2/17 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits tirés des commissions et des honoraires du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity se sont élevés à 54,5 millions \$, une augmentation de 0,9 million \$ par rapport au T2/16. Les produits tirés des commissions et des honoraires du secteur Canaccord Genuity ont connu une hausse de 5,2 millions \$ comparativement à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, hausse qui s'explique surtout par l'accroissement des produits des activités ordinaires dégagés par nos activités canadiennes.

Au T2/17, les produits tirés du financement de sociétés ont augmenté de 12,9 millions \$, ou 41,1 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, pour atteindre 44,4 millions \$. Nos activités au Canada et dans les Autres établissements à l'étranger ont enregistré des hausses des produits tirés des activités de financement de respectivement 7,4 millions \$ et 9,1 millions \$ par rapport au T2/16. Les baisses de respectivement 0,7 million \$ et 5,9 millions \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, et au Royaume-Uni et en Europe ont contrebalancé ces hausses.

Les honoraires de consultation se sont établis à 18,0 millions \$, en baisse de 25,9 millions \$, ou 59,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. L'ensemble des unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux a enregistré une baisse des honoraires de consultation comparativement au T2/16, du fait du déclin des activités des entreprises dans nos secteurs clés en regard de l'exercice précédent. Les plus importantes diminutions des honoraires de consultation au T2/17 ont été enregistrées sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe et au Canada, soit respectivement 9,2 millions \$ et 9,1 millions \$.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 26,9 millions \$ au T2/17, soit une hausse de 9,3 millions \$ par rapport au T2/16. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe ont enregistré des hausses des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste de respectivement 5,3 millions \$ et 4,1 millions \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts se sont inscrits à 4,0 millions \$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2016, en baisse de 0,3 million \$ par rapport au T2/16, principalement en raison de nos activités de gestion de patrimoine. Les autres produits pour le T2/17 se sont chiffrés à 4,9 millions \$, en légère hausse de 0,8 million \$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Les produits des activités ordinaires pour le semestre clos le 30 septembre 2016 se sont établis à 399,8 millions \$, en baisse de 1,3 %, ou 5,3 millions \$, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution de 15,1 millions \$ des produits tirés du financement de sociétés et à un recul de 8,3 millions \$ des produits tirés des honoraires de consultation, contrebalancés par une augmentation de 4,3 millions \$ des produits tirés des commissions et des honoraires et une hausse de 14,2 millions \$ des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste.

Les produits tirés des commissions et des honoraires se sont inscrits à 188,2 millions \$, en hausse de 2,4 % comparativement à ceux du semestre clos le 30 septembre 2015, en raison principalement de l'accroissement de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis.

Les produits tirés du financement de sociétés ont reculé de 15,1 millions \$ pour s'établir à 81,9 millions \$, par rapport à 96,9 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Par suite de la réduction des activités, nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe ont connu une baisse des produits tirés du financement de sociétés au cours du semestre clos le 30 septembre 2016 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, nos activités au Canada et dans les Autres établissements à l'étranger ont généré des produits tirés du financement de sociétés plus élevés au cours de la période considérée, inscrivant des hausses respectivement de 5,6 millions \$ et 10,6 millions \$.

S'établissant à 57,3 millions \$, les produits tirés des honoraires de consultation ont connu une baisse de 12,6 %, ou 8,3 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe, soit 17,2 millions \$. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis ont enregistré une hausse de respectivement 9,1 millions \$ et 0,6 million \$ comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste se sont élevés à 54,4 millions \$, en hausse de 14,2 millions \$, ou 35,5 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Toutes les régions géographiques ont enregistré des hausses des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste, les plus importantes ayant eu lieu dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe.

Les produits d'intérêts ont reculé de 1,8 million \$ par rapport à ceux du semestre clos le 30 septembre 2015, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires générés par nos activités de gestion de patrimoine. Les autres produits ont augmenté de 1,3 million \$ pour atteindre 10,4 millions \$ au cours du semestre clos le 30 septembre 2016.

Charges

Les charges pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 se sont établies à 192,8 millions \$, en hausse de 2,0 %, ou 3,7 millions \$, en regard du T2/16. Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges ont été de 389,0 millions \$, en baisse de 0,5 %, ou 2,1 millions \$, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

CHARGES EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Rémunération au rendement	53,8 %	48,6 %	5,2 p.p.	52,9 %	49,2 %	3,7 p.p.
Charges salariales	10,6 %	11,8 %	(1,2) p.p.	10,7 %	11,1 %	(0,4) p.p.
Autres charges indirectes ¹	35,2 %	38,8 %	(3,6) p.p.	33,7 %	36,3 %	(2,6) p.p.
Total	99,6 %	99,2 %	0,4 p.p.	97,3 %	96,6 %	0,7 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement.
p.p. : points de pourcentage

Charge de rémunération

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 104,1 millions \$, en hausse de 12,3 % par rapport au T2/16. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a représenté 53,8 %, une augmentation de 5,1 points de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait des charges de rémunération fixes décrites ci-après, de la hausse de la charge de rémunération au rendement et de la diminution de l'estimation de la rémunération différée. Les charges salariales ont diminué de 1,9 million \$ par rapport au T2/16, pour se chiffrer à 20,6 millions \$ au T2/17, du fait d'une réduction de l'effectif. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés s'est accrue, passant de 60,4 % au T2/16 à 64,4 % au T2/17, principalement en raison de la faiblesse des produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe et du fait que la rémunération est de nature fixe alors que les produits des activités ordinaires sont faibles.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, la charge de rémunération au rendement s'est établie à 211,7 millions \$, en hausse de 6,3 % par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a représenté 52,9 %, en hausse de 3,8 points de pourcentage en regard de la période correspondante de l'exercice précédent. Comme il est indiqué ci-dessus, la hausse du ratio de charge de rémunération est surtout attribuable à nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

S'établissant à 42,5 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges salariales ont été de 2,5 millions \$, ou 5,6 %, moins élevées qu'à la période correspondante de l'exercice précédent. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires consolidés a été de 63,6 %, en hausse de 3,2 points de pourcentage en regard de 60,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, du fait que la charge de rémunération est de nature fixe dans certaines régions et que les produits des activités ordinaires sont faibles dans ces mêmes régions.

AUTRES CHARGES INDIRECTES

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Frais de négociation	15 852 \$	14 107 \$	12,4 %	29 988 \$	27 917 \$	7,4 %
Locaux et matériel	9 514	10 051	(5,3) %	19 262	19 937	(3,4) %
Communications et technologie	14 409	14 267	1,0 %	26 743	27 870	(4,0) %
Intérêts	2 584	2 292	12,7 %	6 026	5 583	7,9 %
Frais d'administration	18 735	22 794	(17,8) %	38 283	44 962	(14,9) %
Amortissement ¹	5 180	6 453	(19,7) %	10 565	12 586	(16,1) %
Frais de développement	1 858	3 948	(52,9) %	3 950	8 000	(50,6) %
Total des autres charges indirectes	68 132 \$	73 912 \$	(7,8) %	134 817 \$	146 855 \$	(8,2) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Au T2/17, les autres charges indirectes se sont inscrites à 68,1 millions \$, en baisse de 7,8 % par rapport au T2/16. En pourcentage des produits des activités ordinaires, les autres charges indirectes ont diminué de 3,6 points de pourcentage par rapport au T2/16. La diminution globale des autres charges indirectes est principalement attribuable aux baisses des frais de développement, de la dotation aux amortissements et des frais d'administration, contrebalancées par une hausse des frais de négociation. Les frais liés aux communications et la charge d'intérêts sont demeurés sensiblement les mêmes par rapport à ceux du T2/16.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont baissé de 4,1 millions \$, ou 17,8 %, en grande partie par suite du fléchissement des dépenses dans la plupart des secteurs d'activité, conformément aux initiatives de compression des coûts mises en œuvre dans le cadre de la restructuration qui a eu lieu à la fin de l'exercice 2016.

La hausse des frais de négociation dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a été le principal inducteur de l'augmentation de 1,7 million \$ des frais de négociation par rapport à ceux du T2/16. Bien que ses activités de négociation aient continué d'être rentables, le groupe Actions internationales aux États-Unis a engagé certains frais de négociation plus élevés que la normale au cours du trimestre.

La dotation aux amortissements a reculé de 1,3 million \$, ou 19,7 %, en regard de celle du T2/16, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos Autres établissements à l'étranger. Au T2/17, les frais de développement ont diminué de 2,1 millions \$, ou 52,9 %, en regard de la période correspondance de l'exercice précédent, en raison de la charge moins élevée au titre des primes de recrutement dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe, et des frais de développement de systèmes moins élevés dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

S'inscrivant à 134,8 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les autres charges indirectes ont diminué de 12,0 millions \$ en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. Les augmentations des frais de négociation et des charges d'intérêts ont été contrebalancées par des baisses des frais d'administration, de la dotation aux amortissements, des frais de développement et des frais liés aux locaux et au matériel.

Comme il a déjà été mentionné, les frais de négociation pour le semestre clos le 30 septembre 2016 ont été de 2,1 millions \$, ou 7,4 %, plus élevés que ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison de la hausse des coûts engagés dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis à l'égard des activités de négociation du groupe Actions internationales.

Les frais liés aux communications et à la technologie ont reculé de 1,1 million \$ pour s'établir à 26,7 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016, surtout du fait d'une diminution dans les activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les frais d'administration ont reculé de 6,7 millions \$, ou 14,9 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe ont connu les reculs les plus importants, soit respectivement de 2,4 millions \$ et 2,8 millions \$, du fait d'une réduction des activités et de la restructuration qui a eu lieu à la fin de l'exercice 2016.

Au cours de la période, les frais de développement ont diminué de 4,1 millions \$ en regard du semestre clos le 30 septembre 2015, en raison essentiellement de la charge moins élevée au titre des primes de recrutement et des frais de développement de systèmes moins élevés dans toutes nos activités.

Résultat net**Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016**

Le résultat net du T2/17 a été de 0,2 million \$, comparativement à une perte nette de 0,4 million \$ enregistrée à la période correspondante de l'exercice précédent. La perte par action ordinaire a été de 0,05 \$ au T2/17, par rapport à une perte par action ordinaire de 0,03 \$ au T2/16.

Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net du T2/17 a été de 2,0 millions \$, ou une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 2,5 millions \$, comparativement à un résultat net de 1,9 million \$, ou une perte nette attribuable aux actionnaires ordinaires de 0,8 million \$, au T2/16. La perte par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants¹, a été de 0,03 \$ au T2/17, par rapport à une perte par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants¹, de 0,01 \$ au T2/16.

Le taux d'impôt effectif pour le T2/17 s'établissait à 73,6 %, comparativement à 128,8 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La différence dans le taux de recouvrement effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger et à la diminution des éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, le résultat net s'est établi à 7,7 millions \$, comparativement à 10,5 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en baisse de 2,9 millions \$, ou 27,3 %. La perte par action ordinaire a été de 0,01 \$, comparativement à un RPA après dilution de 0,04 \$ à la période correspondante il y a un an. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net s'est établi à 10,1 millions \$ et le RPA après dilution, à 0,02 \$, par rapport à un RPA après dilution de 0,09 \$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le taux d'impôt effectif pour le semestre clos le 30 septembre 2016 s'est établi à 28,9 %, en comparaison d'un taux d'impôt effectif de 24,5 % pour la période correspondante il y a un an. L'augmentation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à la non-comptabilisation de certains actifs d'impôt différé de nos établissements à l'étranger.

¹) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Résultats d'exploitation par secteur d'activité

CANACCORD GENUITY^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Produits des activités ordinaires	127 005 \$	126 511 \$	0,4 %	267 603 \$	271 546 \$	(1,5) %
Charges						
Rémunération au rendement	74 835	66 858	11,9 %	153 527	143 475	7,0 %
Charges salariales	6 437	6 844	(5,9) %	12 955	13 215	(2,0) %
Autres charges indirectes	45 372	50 469	(10,1) %	89 788	99 227	(9,5) %
Total des charges	126 644	124 171	2,0 %	256 270	255 917	0,1 %
Imputations intersectorielles ³	4 410	4 114	7,2 %	8 030	8 103	(0,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(4 049) \$	(1 774) \$	(128,2) %	3 303 \$	7 526 \$	(56,1) %
Nombre d'employés	799	878	(9,0) %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	125 817 \$	122 851 \$	2,4 %	254 625 \$	253 187 \$	0,6 %
Imputations intersectorielles ³	4 410	4 114	7,2 %	8 030	8 103	(0,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ³	(3 222)	(454)	négl.	3 755	10 256	(63,4) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2016 (40 % au trimestre et au semestre clos le 30 septembre 2015).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des frais intersectoriels imputés. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 19 villes réparties dans 8 pays à l'échelle mondiale.

Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation découlant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord Genuity.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :						
Canada	22,3 %	19,6 %	2,7 p.p.	28,8 %	21,8 %	7,0 p.p.
Royaume-Uni et Europe	21,9 %	30,3 %	(8,4) p.p.	19,6 %	30,8 %	(11,2) p.p.
États-Unis	43,3 %	44,2 %	(0,9) p.p.	40,6 %	40,8 %	(0,2) p.p.
Autres établissements à l'étranger	12,5 %	5,9 %	6,6 p.p.	11,0 %	6,6 %	4,4 p.p.
	100,0 %	100,0 %		100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Produits des activités ordinaires

Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 127,0 millions \$ au cours du T2/17, soit 0,4 %, ou 0,5 million \$, de plus qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nos activités au Canada et dans les Autres établissements à l'étranger ont enregistré une hausse de leurs produits des activités ordinaires de respectivement 3,5 millions \$ et 8,5 millions \$ en regard du T2/16. Ces hausses ont été largement contrebalancées par une diminution de 10,5 millions \$ des produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe par rapport à ceux du T2/16.

Charges

Les charges de 126,6 millions \$ pour le T2/17 représentent une augmentation de 2,0 %, ou 2,5 millions \$, par rapport au T2/16. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,6 point de pourcentage par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des produits des activités ordinaires au Royaume-Uni et en Europe et du fait que la charge de rémunération au rendement est de nature fixe alors que les produits des activités ordinaires sont faibles.

Rémunération au rendement et charges salariales

Au T2/17, la charge de rémunération au rendement a augmenté de 8,0 millions \$, ou 11,9 %, par rapport au T2/16. La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a été de 58,9 %, en hausse de 6,1 points de pourcentage par rapport au T2/16. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est chiffrée à 64,0 %, une hausse de 5,7 points de pourcentage par rapport au T2/16.

Au Canada, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 11,0 points de pourcentage par rapport au T2/16 en raison d'un changement dans l'estimation de la rémunération différée et de la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions, qui est liée aux attributions d'actions au cours des périodes précédentes et du T1/17. Nos activités aux États-Unis ont enregistré une hausse de 2,6 points de pourcentage par rapport au T2/16, sous l'effet de la baisse des produits des activités ordinaires et de la hausse de l'amortissement des attributions d'actions au cours des périodes précédentes qui ne varie pas en fonction des produits des activités ordinaires de la période considérée. Du fait de l'importante baisse des produits des activités ordinaires, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe a augmenté de 17,7 points de pourcentage en raison de la baisse prononcée des produits des activités ordinaires par rapport aux coûts fixes du personnel. Notre secteur Autres établissements à l'étranger a enregistré une baisse de 22,1 points de pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités en Australie et à une réduction des coûts fixes du personnel dans nos activités en Asie, soit à Beijing, à Hong Kong et à Singapour.

CHARGE DE RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION DE CANACCORD GENUITY

	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Canada	62,7 %	51,7 %	11,0 p.p.	55,5 %	49,7 %	5,8 p.p.
Royaume-Uni et Europe	78,9 %	61,2 %	17,7 p.p.	80,3 %	63,4 %	16,9 p.p.
États-Unis	58,7 %	56,1 %	2,6 p.p.	59,8 %	55,2 %	4,6 p.p.
Autres établissements à l'étranger	58,5 %	80,6 %	(22,1) p.p.	56,6 %	72,8 %	(16,2) p.p.
Canaccord Genuity (total)	64,0 %	58,3 %	5,7 p.p.	62,2 %	57,7 %	4,5 p.p.

p.p. : points de pourcentage

Autres charges indirectes

Le total des autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ pour le T2/17 s'est établi à 44,5 millions \$, une baisse de 9,4 % par rapport au T2/16. Grâce aux efforts de réduction des coûts, la majorité des charges d'exploitation a diminué par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, surtout les frais d'administration, la dotation aux amortissements et les frais de développement.

S'élevant à 2,7 millions \$ au T2/17, la dotation aux amortissements a reculé de 0,9 million \$, ou 25,5 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent, par suite surtout de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités dans les Autres établissements à l'étranger. Les frais de développement ont diminué de 0,7 million \$ en regard du T2/16 en raison de la charge au titre des primes de recrutement moins élevée dans nos activités aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe.

Les frais liés aux communications et à la technologie et les charges d'intérêts ont augmenté de respectivement 0,2 million \$ et 0,4 million \$ par rapport au T2/16. S'établissant à 12,7 millions \$ pour le T2/17, les frais de négociation ont augmenté de 0,8 million \$, ou 6,3 %, en raison de la hausse des coûts engagés dans nos activités aux États-Unis.

Perte avant impôt sur le résultat

La perte avant impôt sur le résultat, compte tenu des charges indirectes imputées, a été de 4,0 millions \$ au T2/17, comparativement à une perte nette de 1,8 million \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat, y compris les charges indirectes imputées, a été de 3,2 millions \$ au T2/17, comparativement à une perte de 0,5 million \$ au T2/16. La perte avant impôt sur le résultat plus élevée est essentiellement attribuable à l'important recul des produits des activités ordinaires dans les activités au Royaume-Uni et en Europe et à son incidence sur sa rémunération au rendement.

¹) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Produits des activités ordinaires

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity se sont chiffrés à 267,6 millions \$, une baisse de 3,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires dans nos activités aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe ont diminué de respectivement 1,9 % et 37,4 % comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ces diminutions ont été contrebalancées par la hausse des produits des activités ordinaires générés par nos activités au Canada et dans les Autres établissements à l'étranger, de respectivement 30,6 % et 62,0 %.

Charges

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges ont atteint 256,3 millions \$, une légère augmentation de 0,1 %, ou 0,3 million \$, en regard de la période correspondante il y a un an. Le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,5 point de pourcentage par rapport au premier semestre de l'exercice 2016.

Rémunération au rendement et charges salariales

La charge de rémunération au rendement en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 4,5 points de pourcentage, pour s'établir à 57,4 % pour le semestre clos le 30 septembre 2016. La rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a connu une hausse, pour passer de 57,7 % au semestre clos le 30 septembre 2015 à 62,2 % pour la période considérée, du fait surtout de la nature invariable de certaines charges de rémunération fixes, comme les salaires et la rémunération fondée sur des actions, et des changements apportés aux niveaux estimatifs de rémunération différée.

Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes ont toutes diminué au cours de la période considérée en regard du semestre clos le 30 septembre 2015, sauf les charges d'intérêts et les frais de négociation.

Les frais d'administration pour le semestre clos le 30 septembre 2016 se sont chiffrés à 23,0 millions \$, une baisse de 5,5 millions \$, ou 19,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait du fléchissement des dépenses dans la majorité des régions. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont connu une légère hausse de 0,5 million \$ par suite de la hausse des frais de promotion et de déplacement découlant de l'accroissement des activités.

Les frais de développement ont diminué de 1,9 million \$, ou 56,3 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe. Les frais liés aux communications et à la technologie ont reculé de 0,6 million \$, surtout du fait d'une diminution découlant de nos activités au Royaume-Uni et en Europe. Les frais liés aux locaux et au matériel ont également diminué de 1,0 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour se fixer à 12,0 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016.

Résultat avant impôt sur le résultat

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, le résultat avant impôt s'est établi à 3,3 millions \$, en baisse de 4,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat pour le semestre clos le 30 septembre 2016 a été de 3,8 millions \$, une diminution de 6,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat avant impôt sur le résultat est essentiellement imputable au recul des produits des activités ordinaires et à la hausse des charges de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des commissions et honoraires gagnés relativement aux transactions de financement de sociétés et aux transactions mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (AMÉRIQUE DU NORD)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Produits des activités ordinaires	29 732 \$	26 155 \$	13,7 %	59 205 \$	57 071 \$	3,7 %
Charges						
Rémunération au rendement	14 630	12 327	18,7 %	29 327	28 135	4,2 %
Charges salariales	2 469	2 738	(9,8) %	5 534	5 660	(2,2) %
Autres charges indirectes	8 085	7 621	6,1 %	16 178	15 675	3,0 %
Total des charges	25 184	22 686	11,0 %	51 039	49 470	3,2 %
Imputations intersectorielles ²	3 916	5 137	(23,8) %	7 179	9 659	(25,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	632 \$	(1 668) \$	137,9 %	987 \$	(2 058) \$	148,0 %
ASG – Canada (discrétionnaires) ³	1 219	1 360	(10,4) %			
ASA – Canada ⁴	10 334	9 481	9,0 %			
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	139	141	(1,4) %			
Nombre d'employés	342	379	(9,8) %			
Compte non tenu des éléments importants⁵						
Total des charges	25 184 \$	22 686 \$	11,0 %	51 039 \$	49 470 \$	3,2 %
Imputations intersectorielles ²	3 916	5 137	(23,8) %	7 179	9 659	(25,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	632	(1 668)	137,9 %	987	(2 058)	148,0 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Les ASG au Canada sont les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CT* et *Programme de gestion des placements des particuliers CT*.

4) Les ASA au Canada représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont administrés par la Société, dont celle-ci tire des commissions et des honoraires, et comprennent les ASG.

5) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 29,7 millions \$, une augmentation de 3,6 millions \$, ou de 13,7 %, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2015.

Au Canada, les ASA ont augmenté de 9,0 %, passant à 10,3 milliards \$ au 30 septembre 2016, par rapport à 9,5 milliards \$ au 30 septembre 2015. Les ASG ont affiché un recul de 10,4 % par rapport au T2/16. On comptait 139 équipes de conseillers au Canada, soit 2 de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord en pourcentage du total des produits des activités ordinaires ont diminué de 9,8 points de pourcentage par rapport au T2/16 et ont représenté 35,5 % des produits de gestion de patrimoine au Canada au deuxième trimestre de l'exercice 2017.

En raison de l'augmentation des produits des activités ordinaires au T2/17 par rapport au T2/16 et de la nature relativement fixe des charges autres que la rémunération au rendement, le total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,0 points de pourcentage par rapport au T2/16.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 2,3 millions \$ par rapport au T2/16, en raison de l'augmentation de la rémunération au rendement et de la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Le total de la charge de rémunération exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,1 point de pourcentage par rapport au T2/16.

Les charges autres que de rémunération ont enregistré une hausse de 6,1 % par rapport au T2/16 en raison notamment d'une augmentation de 0,4 million \$ des frais de négociation et d'une augmentation de 0,2 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie. Les frais de négociation ont augmenté de 0,4 million \$ en raison de modifications apportées à l'exercice 2016 à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement de notre secteur Non sectoriel et autres.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 0,6 million \$ au T2/17, comparativement à une perte de 1,7 million \$ au T2/16, attribuable surtout la hausse des produits des activités ordinaires et à la baisse des charges salariales et des imputations intersectorielles.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 59,2 millions \$, une augmentation de 2,1 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges ont atteint 51,0 millions \$, une augmentation de 1,6 million \$, ou 3,2 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable notamment à la hausse de la charge de rémunération au rendement.

La charge de rémunération au rendement a augmenté de 1,2 million \$ par rapport à celle du premier semestre de l'exercice 2016, du fait de la hausse des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,3 point de pourcentage par rapport à la période correspondante il y a un an.

Les charges autres que de rémunération ont affiché une hausse de 3,0 % comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, attribuable en grande partie à une augmentation de 1,0 million \$ des frais de négociation et une augmentation de 0,4 million \$ des frais liés aux locaux et au matériel. Cette augmentation des frais de négociation qui découle d'une modification de la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement de notre secteur Non sectoriel et autres. L'augmentation des frais de négociation et des frais liés aux locaux et au matériel ont été contrebalancées par une diminution des frais liés aux communications et à la technologie, des frais d'administration, des frais de développement et des frais intersectoriels dans notre secteur Non sectoriel et autres.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 1,0 million \$, comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 2,1 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison notamment de la hausse des produits des activités ordinaires.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY (ROYAUME-UNI ET EUROPE)¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Produits des activités ordinaires	33 958 \$	34 039 \$	(0,2) %	67 205 \$	68 406 \$	(1,8) %
Charges						
Rémunération au rendement	11 800	11 935	(1,1) %	24 373	24 301	0,3 %
Charges salariales	5 307	6 023	(11,9) %	10 788	11 565	(6,7) %
Autres charges indirectes	10 265	11 030	(6,9) %	20 189	21 949	(8,0) %
Total des charges	27 372	28 988	(5,6) %	55 350	57 815	(4,3) %
Imputations intersectorielles ²	324	634	(48,9) %	644	1 231	(47,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	6 262 \$	4 417 \$	41,8 %	11 211 \$	9 360 \$	19,8 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	23 208	22 948	1,1 %			
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds – Royaume-Uni et Europe	118	114	3,5 %			
Nombre d'employés	312	313	(0,3) %			
Compte non tenu des éléments importants⁴						
Total des charges	26 049 \$	27 431 \$	(5,0) %	52 622 \$	54 791 \$	(4,0) %
Imputations intersectorielles ²	324	634	(48,9) %	644	1 231	(47,7) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	7 585	5 974	27,0 %	13 939	12 384	12,6 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Les produits des activités ordinaires générés par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions du marché. Au T2/17, les produits des activités ordinaires se sont établis à 34,0 millions \$, ce qui est comparable au montant du T2/16.

Au 30 septembre 2016, les ASG au Royaume-Uni et en Europe s'établissaient à 23,2 milliards \$, soit une augmentation de 1,1 % par rapport à ceux de 22,9 milliards \$ au 30 septembre 2015. Évalués en monnaie locale (livre sterling), les ASG ont augmenté de 20,1 % comparativement au 30 septembre 2015, passant de 11,4 milliards £ au 30 septembre 2015 à 13,6 milliards £ au 30 septembre 2016. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 70,9 % du total des produits des activités ordinaires de cette région au T2/17. Comme il a déjà été mentionné, ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 11,8 millions \$, soit une légère baisse de 0,1 million \$ par rapport au T2/16. Les charges salariales ont diminué de 0,7 million \$ par rapport au T2/16 pour se chiffrer à 5,3 millions \$ au T2/17. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 2,4 points de pourcentage, passant de 52,8 % au T2/16 à 50,4 % au T2/17, principalement en raison de la baisse des charges salariales.

Les autres charges indirectes ont diminué de 6,9 % par rapport au T2/16, principalement en raison de la réduction de 0,9 million \$ des frais de développement qui découle de la baisse des frais de développement de systèmes engagés au T2/17.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 6,3 millions \$, comparativement à 4,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent par suite d'une compression des coûts. Compte non tenu des éléments importants¹, y compris l'amortissement des immobilisations incorporelles, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 7,6 millions \$, une augmentation de 1,6 million \$ comparativement au résultat net avant impôt sur le revenu de 6,0 millions \$ au T2/16.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Les produits des activités ordinaires provenant de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe se sont établis à 67,2 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016, une baisse de 1,2 million \$, ou 1,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges ont atteint 55,4 millions \$, une diminution de 2,5 millions \$, ou 4,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 0,1 point de pourcentage, pour se fixer à 52,3 % au semestre clos le 30 septembre 2016.

Les frais de négociation ont augmenté de 0,6 million \$ par rapport au semestre clos le 30 septembre 2015. Les frais liés aux communications et à la technologie et les frais d'administration ont reculé respectivement de 0,7 million \$ et de 0,4 million \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce aux efforts de compression des coûts. En raison des frais de développement de systèmes moins élevés, les frais de développement se sont établis à 1,0 million \$, soit une diminution de 1,6 million \$ en regard du semestre clos le 30 septembre 2015.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 11,2 millions \$, comparativement à 9,4 millions \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique surtout par la compression des coûts au cours de la période considérée. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net avant impôt sur le résultat s'est établi à 13,9 millions \$, une hausse de 1,6 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

NON SECTORIEL ET AUTRES¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Trimestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent	Semestres clos les 30 septembre		Variation par rapport au cumul de l'exercice précédent
	2016	2015		2016	2015	
Produits des activités ordinaires	2 907 \$	3 897 \$	(25,4) %	5 769 \$	8 033 \$	(28,2) %
Charges						
Rémunération au rendement	2 815	1 561	80,3 %	4 428	3 270	35,4 %
Charges salariales	6 420	6 905	(7,0) %	13 265	14 634	(9,4) %
Autres charges indirectes	4 410	4 792	(8,0) %	8 662	10 004	(13,4) %
Total des charges	13 645	13 258	2,9 %	26 355	27 908	(5,6) %
Imputations intersectorielles ²	(8 650)	(9 885)	12,5 %	(15 853)	(18 993)	16,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(2 088)	524	négl.	(4 733)	(882)	négl.
Nombre d'employés	274	317	(14,9) %			
Compte non tenu des éléments importants³						
Total des charges	13 645 \$	13 258 \$	2,9 %	26 355 \$	27 908 \$	(5,6) %
Imputations intersectorielles ²	(8 650)	(9 885)	12,5 %	(15 853)	(18 993)	16,5 %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	(2 088)	524	négl.	(4 733)	(882)	négl.

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 24.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 13.

négl. : négligeable

Ce secteur administratif, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges au titre de la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Deuxième trimestre de l'exercice 2017 par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2016

Les produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 se sont chiffrés à 2,9 millions \$, une diminution de 25,4 %, ou 1,0 million \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse des profits de change.

Comparativement au trimestre clos le 30 septembre 2015, les charges pour le T2/17 ont baissé de 0,4 million \$, ou 2,9 %, pour s'établir à 13,6 millions \$. La charge de rémunération au rendement a augmenté de 1,3 million \$ par rapport au T2/16, en partie du fait de la hausse de la charge de rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Les frais de négociation ont augmenté de 0,4 million \$ par rapport au T2/16, en raison de modifications apportées à l'exercice 2016 à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, ce qui a entraîné la diminution des frais de négociation recouvrés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des autres charges indirectes ont reculé par rapport au T2/16 grâce efforts de réduction des coûts.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 9.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 2,1 millions \$, comparativement à un résultat avant impôt sur le résultat de 0,5 million \$ à la période correspondante de l'exercice précédent, sous l'effet du recul des produits des activités ordinaires.

Cumul de l'exercice 2017 par rapport à la période correspondante de 2016

Les produits des activités ordinaires se sont établis à 5,8 millions \$ pour le semestre clos le 30 septembre 2016, une baisse de 2,3 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse des profits de change.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, les charges ont atteint 26,4 millions \$, une diminution de 1,6 million \$ en regard de la période correspondante il y a un an. La diminution globale des charges découlait essentiellement d'une baisse de 1,4 million \$ des charges salariales du fait d'une réduction de l'effectif. En outre, les frais d'administration ont diminué de 0,9 million \$ par rapport au semestre clos le 30 septembre 2015 grâce aux efforts de compression des coûts.

Dans l'ensemble, la perte avant impôt sur le résultat, après les imputations intersectorielles, s'est établie à 4,7 millions \$ au premier semestre de l'exercice 2017 comparativement à une perte avant impôt sur le résultat de 0,9 million \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultats trimestriels

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres clos au plus tard le 30 septembre 2016. Ces informations ne sont pas auditées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons entre trimestres des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2017		Exercice 2016				Exercice 2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits des activités ordinaires								
Canaccord Genuity	127 005 \$	140 598 \$	138 579 \$	122 145 \$	126 511 \$	145 035 \$	159 379 \$	103 866 \$
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity :								
Amérique du Nord	29 732	29 473	25 521	25 616	26 155	30 916	33 079	28 267
Royaume-Uni et Europe	33 958	33 247	34 913	35 040	34 039	34 367	35 672	29 965
Non sectoriel et autres	2 907	2 862	1 899	(964)	3 897	4 136	4 335	4 373
Total des produits des activités ordinaires	193 602 \$	206 180 \$	200 912 \$	181 837 \$	190 602 \$	214 454 \$	232 465 \$	166 471 \$
Résultat net	200	7 455	(22 709)	(346 388)	(431)	10 961	(26 322)	(21 479)
Résultat par action ordinaire – de base	(0,05) \$	0,04 \$	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$
Résultat par action ordinaire – après dilution	(0,05) \$	0,04 \$	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires au T2/17 se sont établis à 193,6 millions \$, une augmentation de 1,6 % par rapport au T2/16, mais une baisse de 6,1 % par rapport au T1/17. La division Canaccord Genuity (marchés des capitaux), qui a souffert de l'affaiblissement des conditions du marché tout au long de l'exercice 2016 et du premier semestre de l'exercice 2017, a enregistré une légère augmentation des produits des activités ordinaires de 0,4 % au T2/17 par rapport au T2/16 et une baisse de 9,7 % en regard du T1/17. Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont augmenté au T4/16 et au T1/17 en raison de la réalisation de plusieurs transactions importantes, toutefois, les produits des activités ordinaires ont diminué de 42,2 % au T2/17 par rapport au trimestre précédent. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont continué de souffrir de la conjoncture. Les produits des activités ordinaires ont enregistré une diminution de 27,4 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, mais ont augmenté de 13,5 % par rapport au trimestre précédent. Les produits des activités ordinaires de nos activités aux États-Unis sont demeurés presque inchangés par rapport au T1/17 et à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des derniers trimestres, les produits des activités ordinaires de notre secteur Autres établissements à l'étranger ont été plus élevés, atteignant 16,0 millions \$ au T2/17, soit les produits des activités ordinaires les plus élevés des huit derniers trimestres. Cette augmentation est principalement attribuable au rendement amélioré de nos activités en Australie.

La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires de notre secteur Canaccord Genuity a, de façon générale, souffert de la baisse des produits des activités ordinaires et de la nature fixe de certaines charges de rémunération alors que les produits des activités ordinaires sont plus faibles, ce qui a eu une incidence sur la rentabilité globale. Grâce aux efforts de réduction des coûts, les charges indirectes ont diminué de façon générale, surtout les frais d'administration, qui ont baissé de 29,2 % au T2/17 par rapport au T2/16.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont augmenté au cours du premier semestre de l'exercice 2017. De plus, ce secteur a continué de réduire ses pertes d'exploitation grâce aux efforts de compression des coûts déployés, qui ont généré un profit avant impôt au cours des deux derniers trimestres.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ont maintenu leur croissance constante, et les produits tirés des honoraires de cette division ont augmenté de manière constante. À la fin du T2/17, les produits tirés des honoraires représentaient 70,9 %, soit 0,9 point de pourcentage de plus qu'au T2/16. Les actifs sous gestion de ce groupe ont aussi généralement progressé au cours des huit derniers trimestres, totalisant 23,2 milliards \$ à la fin du T2/17.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien ainsi que par les variations du volume des affaires des activités de services de courtage de correspondance.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

Situation financière

Certains postes de l'état de la situation financière consolidé résumé intermédiaire non audité ont enregistré les variations décrites ci-dessous par rapport aux états financiers consolidés annuels audités.

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 317,5 millions \$ au 30 septembre 2016, contre 428,3 millions \$ au 31 mars 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement » à la page 25.

Les titres détenus s'établissaient à 651,1 millions \$ au 30 septembre 2016 en regard de 564,7 millions \$ au 31 mars 2016 en raison d'une augmentation du nombre d'actions, de débentures convertibles et de titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus au 30 septembre 2016.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,6 milliards \$ au 30 septembre 2016, en comparaison de 2,0 milliards \$ au 31 mars 2016; cette hausse s'explique surtout par une augmentation des montants à recevoir des courtiers en valeurs mobilières et des clients.

Le goodwill atteignait 193,9 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 110,0 millions \$ au 30 septembre 2016. Au 31 mars 2016, le goodwill s'établissait à 203,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles à 120,2 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 59,5 millions \$ au 30 septembre 2016, comparativement à 66,4 millions \$ au 31 mars 2016, du fait principalement d'une diminution de la valeur comptable nette du matériel et des aménagements des locaux loués et d'une baisse des actifs d'impôt différé.

PASSIFS

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 septembre 2016, la Société disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un montant total de 678,6 millions \$ (697,3 millions \$ au 31 mars 2016). Ces facilités de crédit, constituées d'emprunts remboursables à vue, de la dette subordonnée, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 30 septembre 2016, la Société avait une dette bancaire de 49,1 millions \$, comparativement à 14,9 millions \$ au 31 mars 2016. La hausse de la dette bancaire est liée à nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 491,5 millions \$ au 30 septembre 2016, contre 427,4 millions \$ au 31 mars 2016, essentiellement en raison d'une augmentation des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, s'établissaient à 2,7 milliards \$ au 30 septembre 2016, une hausse par rapport à 2,2 milliards \$ au 31 mars 2016, attribuable principalement à une augmentation des sommes dues aux courtiers en valeurs mobilières et aux clients.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 12,7 millions \$ au 30 septembre 2016, une diminution par rapport à 19,7 millions \$ au 31 mars 2016. La baisse est attribuable essentiellement au remboursement de 7,5 millions \$ de la dette subordonnée.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 9,0 millions \$ au 30 septembre 2016, en comparaison de 8,7 millions \$ au 31 mars 2016, ce qui représente 42 % de l'actif net de nos activités en Australie.

Arrangements hors bilan

Au 30 septembre 2016, une filiale de la Société avait une lettre de crédit de soutien irrévocable garantie auprès d'une institution financière totalisant 2,7 millions \$ (2,0 millions \$ US) (2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) au 31 mars 2016) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston et à New York.

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Au 30 septembre 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 317,5 millions \$, en baisse de 110,8 millions \$ par rapport à 428,3 millions \$ au 31 mars 2016. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, un montant de 4,4 millions \$ a été tiré des activités de financement, en raison essentiellement d'une augmentation de la dette bancaire et du produit tiré du placement privé, contrebalancés par les dividendes versés, le remboursement de la dette subordonnée et les actions ordinaires acquises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT). Un montant de 2,4 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel et l'aménagement des locaux loués. Un montant de 106,9 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation, essentiellement en raison des variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une baisse de 5,9 millions \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Comparativement au semestre clos le 30 septembre 2015, les flux de trésorerie tirés des activités de financement ont augmenté de 60,9 millions \$, ce qui s'explique essentiellement par la hausse de la dette bancaire et le produit tiré du placement privé. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont baissé de 4,1 millions \$ comparativement à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout du moins grand nombre d'immobilisations incorporelles ajoutées à la période considérée. Les variations du fonds de roulement ont entraîné une diminution des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 132,0 millions \$. De plus, en raison de la dépréciation de la livre sterling et du dollar américain par rapport au dollar canadien, l'incidence du change sur les soldes de trésorerie a entraîné une autre baisse de 10,8 millions \$ de la trésorerie. Dans l'ensemble, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté de 28,1 millions \$, passant de 289,4 millions \$ au 30 septembre 2015 à 317,5 millions \$ au 30 septembre 2016.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Comme il est indiqué ci-dessus, les filiales de la Société disposent aussi d'autres facilités de crédit, dont des prêts remboursables à vue, des lettres de crédit et des facilités de découvert, auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni. Le montant total des autres facilités de crédit à la disposition de la Société s'établissait à 678,6 millions \$ au 30 septembre 2016.

Dans le cours normal des activités, la Société conclut des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard de paiements minimaux futurs qui ont une influence sur sa situation de trésorerie.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de la Société au 30 septembre 2016 :

(en milliers \$ CA)	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période				
	Total	Exercice 2018	Exercice 2019 – Exercice 2020	Exercice 2021 – Exercice 2022	Par la suite
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	146 988 \$	27 193 \$	44 227 \$	30 219 \$	45 349 \$

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 30 septembre	
	2016	2015
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	91 162 982	90 098 586
Nombre d'actions émises et en circulation ²	112 057 477	102 978 795
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	115 221 706	110 069 022
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	90 321 945	92 070 815
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution	s. o.	97 232 059

1) Exclut 1 749 383 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 145 112 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 1 749 383 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 19 145 112 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par des fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 164 249 actions, nets des renonciations.

Du 13 août 2015 au 12 août 2016, un total de 482 367 actions ordinaires ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 5,3523 \$ l'action dans le cadre de l'OPRCNA. La totalité de ces actions ont été annulées. Le 11 août 2016, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la Bourse de Toronto. Les actionnaires peuvent obtenir une copie de l'avis, sans frais, en communiquant avec la Société. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2016 et le 30 septembre 2016, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

La possibilité d'effectuer des achats aux termes de l'OPRCNA actuelle a commencé le 15 août 2016 et se poursuivra pendant un an (jusqu'au 14 août 2017) à l'appréciation de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto, les rachats quotidiens sont limités à 90 132 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2016 à juillet 2016).

Au 31 octobre 2016, 112 057 477 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

Régimes de paiement fondés sur des actions

Aucune mise à jour n'a été apportée aux régimes de paiements fondés sur des actions présentés dans le rapport annuel de 2016.

Centre financier international

Groupe Canaccord Genuity est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (auparavant connu sous le nom d'International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Instruments financiers

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 30 septembre 2016, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,0 millions \$ US, une diminution de 10,5 millions \$ US par rapport au 30 septembre 2015. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 1,4 million \$ US, une diminution de 6,1 millions \$ US par rapport au 30 septembre 2015. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au T1/17, la Société a commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 30 septembre 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position acheteur de 1,8 million \$ (position acheteur de 1,6 million \$ au 31 mars 2016) et le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 7,1 millions \$ (5,4 millions \$ US) (néant au 31 mars 2016).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société. Une liste des filiales agissant à titre de contrepartistes et des sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figure à la note 19 des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de la Société se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, le régime incitatif de CSH et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des unités d'actions différées (UAD).

Les créances clients ainsi que les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

(en milliers \$ CA)	30 septembre 2016	31 mars 2016
Créances clients	63 \$	61 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 573 \$	4 035 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2016 ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat et l'évaluation des actifs d'impôt différé, la perte de valeur du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions.

En particulier, l'évaluation de la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée requiert l'utilisation par la direction des meilleures estimations pour déterminer la juste valeur au moyen des projections des flux de trésorerie actualisés, qui emploient les hypothèses clés sur les flux de trésorerie futurs, les projections en matière de croissance et les taux d'actualisation. En raison des incertitudes économiques persistantes, le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée de toutes les UGT applicables ont fait l'objet de tests de dépréciation intermédiaires en date du 30 septembre 2016.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT sont déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie approuvées par la haute direction. Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions de marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont continué de comptabiliser le goodwill à sa valeur comptable en date du 30 septembre 2016 sont Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2016). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chaque UGT reposent sur les hypothèses de la direction, et elles utilisent des taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (4,8 % à 5,0 % au 31 mars 2016) ainsi que des estimations à l'égard des marges d'exploitation. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2016).

Se reporter à la note 7 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le semestre clos le 30 septembre 2016 pour de plus amples renseignements sur les hypothèses clés utilisées dans le cadre de tests de dépréciation intermédiaires du 30 septembre 2016 à l'égard du goodwill et d'autres actifs.

Les principales méthodes comptables et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction n'ont pas changé au cours du premier semestre de l'exercice 2017 et sont présentées dans notre rapport annuel 2016 sous « Méthodes comptables critiques et estimations ».

Modifications des méthodes comptables

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 5 des états financiers consolidés annuels audités de 2016.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, aucune mise à jour n'a été effectuée au titre des « Modifications futures des méthodes comptables et des estimations » présentées dans notre rapport annuel de 2016.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 30 septembre 2016, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que nos contrôles et procédures étaient efficaces en date du 30 septembre 2016.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours du semestre clos le 30 septembre 2016 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales et a convenu de maintenir la suspension du dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016 ainsi qu'un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016.

Risques

La capacité de la Société de maintenir et d'exécuter sa stratégie d'affaires avec succès dépend de la réputation personnelle de ses employés-cadres, de leur jugement, de leur aptitude pour les affaires et de leurs compétences en réalisation de projets. Toute perturbation dans la gestion pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés des clients, et pourrait avoir une incidence considérable sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de la Société sont de par leur nature soumis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des produits de base, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de la Société. Un placement dans les actions ordinaires ou privilégiées de la Société comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de la Société. La Société est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque de liquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste, ainsi qu'au risque de taux d'intérêt et au risque d'écart de taux du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity dépendent des volumes de négociation et de la valeur de l'actif et, par conséquent, du niveau d'activité sur les marchés, du degré de confiance des investisseurs et des cours de marché. Les produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement des sociétés émettrices, de sa participation à des mandats de consultation, du succès de ses activités de tenue de marché et de négociation à titre de contrepartiste, ainsi que de la volonté des clients institutionnels de négocier des transactions sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également y avoir un décalage entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de la Société sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, à Hong Kong, en Australie et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour la Société beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités courantes et futures et d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance, et favorise la création de valeur pour les actionnaires. La liste des organismes de réglementation qui régissent l'utilisation de capital réglementaire par les filiales de la Société figure à la note 21 des états financiers consolidés annuels audités de la Société de l'exercice 2016.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

Renseignements supplémentaires

Un rapport détaillé sur les activités de la Société, ses stratégies, ses objectifs et les risques auxquels elle s'expose figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels audités, qui se trouvent dans le rapport annuel de 2016 de la Société, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

États de la situation financière consolidés résumés intermédiaires non audités

Aux (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2016	31 mars 2016
ACTIFS			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		317 527 \$	428 329 \$
Titres détenus	4	651 068	564 746
Créances clients	6, 15	2 629 075	2 041 150
Impôt sur le résultat à recevoir		11 429	12 537
Total des actifs courants		3 609 099	3 046 762
Actifs d'impôt différé		9 950	11 221
Placements		5 264	5 578
Matériel et aménagements des locaux loués		32 815	37 049
Immobilisations incorporelles	7	109 896	120 204
Goodwill	7	193 877	203 732
		3 960 901 \$	3 424 546 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs courants			
Dette bancaire		49 069 \$	14 910 \$
Titres vendus à découvert	4	491 483	427 435
Dettes fournisseurs et charges à payer	6, 15	2 660 662	2 185 047
Provisions	17	10 102	18 811
Impôt sur le résultat à payer		4 957	4 242
Dette subordonnée	10	7 500	15 000
Total des passifs courants		3 223 773	2 665 445
Passifs d'impôt différé		208	450
		3 223 981	2 665 895
Capitaux propres			
Actions privilégiées	11	205 641	205 641
Actions ordinaires	12	629 532	617 756
Bons de souscription	12	1 975	—
Surplus d'apport		77 642	86 235
Résultats non distribués (déficit)		(295 120)	(294 586)
Cumul des autres éléments du résultat global		108 258	134 883
Total des capitaux propres		727 928	749 929
Participations ne donnant pas le contrôle		8 992	8 722
Total des capitaux propres		736 920	758 651
		3 960 901 \$	3 424 546 \$

Voir les notes ci-jointes.

Au nom du conseil d'administration,

«Daniel Daviau»

«Terrence A. Lyons»

DANIEL DAVIAU
AdministrateurTERRENCE A. LYONS
Administrateur

Comptes de résultat consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Notes	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
		30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES					
Commissions et honoraires		95 342 \$	89 182 \$	188 214 \$	183 888 \$
Financement de sociétés		44 439	31 490	81 852	96 903
Honoraires de consultation		18 016	43 912	57 322	65 577
Négociation à titre de contrepartiste		26 859	17 592	54 405	40 158
Intérêts		4 005	4 334	7 613	9 408
Divers		4 941	4 092	10 376	9 122
		193 602	190 602	399 782	405 056
CHARGES					
Rémunération au rendement		104 080	92 681	211 655	199 181
Charges salariales		20 633	22 510	42 542	45 074
Frais de négociation		15 852	14 107	29 988	27 917
Locaux et matériel		9 514	10 051	19 262	19 937
Communications et technologie		14 409	14 267	26 743	27 870
Intérêts		2 584	2 292	6 026	5 583
Frais d'administration		18 735	22 794	38 283	44 962
Amortissement		5 180	6 453	10 565	12 586
Frais de développement		1 858	3 948	3 950	8 000
		192 845 \$	189 103 \$	389 014 \$	391 110 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		757	1 499	10 768	13 946
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat					
Exigible		1 355	2 076	3 117	(1 126)
Différé		(798)	(146)	(4)	4 542
	9	557	1 930	3 113	3 416
Résultat net de la période		200 \$	(431) \$	7 655 \$	10 530 \$
Résultat net attribuable aux :					
Actionnaires de GCGI		(1 220) \$	(105) \$	5 462 \$	10 309 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		1 420 \$	(326) \$	2 193 \$	221 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation					
(en milliers)					
De base		92 249	91 465	90 322	92 071
Après dilution		s. o.	s. o.	s. o.	97 232
Résultat net par action ordinaire					
De base	12iii	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	0,05 \$
Après dilution	12iii	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	0,04 \$
Dividendes par action ordinaire	13	—	0,05 \$	—	0,10 \$
Dividendes par action privilégiée de série A	13	0,34 \$	0,34 \$	0,69 \$	0,69 \$
Dividendes par action privilégiée de série C	13	0,36 \$	0,36 \$	0,72 \$	0,72 \$

Voir les notes ci-jointes.

États du résultat global consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Résultat net de la période	200 \$	(431) \$	7 655 \$	10 530 \$
Autres éléments du résultat global				
Profits de change réalisés à la cession d'un établissement à l'étranger au cours de la période	—	—	(1 560)	—
Variation nette des profits latents (pertes latentes) à la conversion des établissements à l'étranger	(7 225)	17 968	(24 662)	42 029
Résultat global de la période	(7 025) \$	17 537 \$	(18 567) \$	52 559 \$
Résultat global attribuable aux :				
Actionnaires de GCGI	(7 876) \$	17 291 \$	(21 163) \$	50 928 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	851 \$	246 \$	2 596 \$	1 631 \$

Voir les notes cjointes.

États des variations des capitaux propres consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Actions privilégiées au début et à la fin de la période	11	205 641 \$	205 641 \$
Actions ordinaires au début de la période		617 756	620 858
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions		8 856	5 126
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT)		(44 602)	(38 342)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par la fiducie pour les avantages du personnel		16 933	21 537
Actions émises dans le cadre du placement privé		26 601	—
Actions annulées		—	(2 918)
Actions rachetées, mais pas encore annulées		—	(106)
Prêts nets destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		3 988	12 404
Actions ordinaires à la fin de la période	12	629 532	618 559
Bons de souscription au début de la période		—	—
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé		1 975	—
Bons de souscription à la fin de la période	12	1 975	—
Surplus d'apport au début de la période		86 235	85 597
Paiements fondés sur des actions		(7 785)	(11 113)
Actions annulées		—	827
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis		(808)	(10 327)
Surplus d'apport à la fin de la période		77 642	64 984
Résultats non distribués (déficit) au début de la période		(294 586)	92 815
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI		5 462	10 309
Dividendes sur actions privilégiées	13	(5 996)	(5 996)
Dividendes sur actions ordinaires	13	—	(11 077)
Résultats non distribués (déficit) à la fin de la période		(295 120)	86 051
Cumul des autres éléments du résultat global au début de la période		134 883	112 631
Autres éléments du résultat global attribuable aux actionnaires de GCGI		(26 625)	40 619
Cumul des autres éléments du résultat global à la fin de la période		108 258	153 250
Total des capitaux propres		727 928	1 128 485
Participations ne donnant pas le contrôle au début de la période		8 722	10 275
Effet de change sur les participations ne donnant pas le contrôle		194	(545)
Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		2 596	1 631
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle		(2 520)	—
Participations ne donnant pas le contrôle à la fin de la période		8 992	11 361
Total des capitaux propres		736 920 \$	1 139 846 \$

Voir les notes ci-jointes.

Tableaux des flux de trésorerie consolidés résumés intermédiaires non audités

Pour les semestres clos les (en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2016	30 septembre 2015
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net de la période		7 655 \$	10 530 \$
Éléments sans effet de trésorerie			
Amortissement		10 565	12 586
Charge d'impôt différé (recouvrement)		(4)	4 542
Charge au titre de paiements fondés sur des actions	14ii	19 866	20 158
Variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des titres détenus		(86 476)	42 305
(Augmentation) diminution des créances clients		(607 800)	395 218
Diminution (augmentation) de l'impôt sur le résultat à recevoir		2 857	(5 760)
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert		64 048	(41 976)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs, des charges à payer et des provisions		482 394	(412 519)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(106 895)	25 084
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Dette bancaire		34 160	1 096
Produit tiré du placement privé		28 321	—
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du RILT		(44 602)	(38 342)
Remboursement de la dette subordonnée		(7 500)	—
Achat d'actions aux fins d'annulation		—	(2 091)
Dividendes en espèces versés sur les actions ordinaires		—	(11 077)
Dividendes en espèces versés sur les actions privilégiées		(5 998)	(5 996)
Produit tiré de la cession d'entreprise		96	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		4 477	(56 410)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Achat de matériel et aménagements des locaux loués		(2 440)	(3 016)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		—	(3 484)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(2 440)	(6 500)
Incidence du change sur les soldes de trésorerie		(5 944)	4 887
Diminution de la situation de trésorerie		(110 802)	(32 939)
Situation de trésorerie au début de la période		428 329	322 324
Situation de trésorerie à la fin de la période		317 527	289 385
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie			
Intérêts reçus		7 490 \$	6 344 \$
Intérêts payés		4 977 \$	4 792 \$
Impôt sur le résultat payé		3 293 \$	8 286 \$

Voir les notes c)jointes.

Notes des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action)

NOTE 01

Renseignements sur l'entreprise

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. (la « Société »), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, aux États-Unis, en Australie, en Chine et à Dubaï. La Société a aussi des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et la gestion de patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Groupe Canaccord Genuity Inc. a été constitué le 14 février 1997 lorsqu'il a déposé un mémoire et des statuts auprès du directeur du registre des sociétés (Registrar of Companies) de la Colombie-Britannique en vertu de la loi intitulée *Company Act* (Colombie-Britannique); il est maintenu sous le régime de la loi intitulée *Business Corporations Act* (Colombie-Britannique). Le siège social de la Société est situé au Suite 2200 – 609 Granville Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V7Y 1H2, et son bureau principal est situé au Suite 1000 – 840 Howe Street, Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 2M1.

Les actions ordinaires de la Société sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions privilégiées de série A de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.A. Les actions privilégiées de série C de la Société sont négociées à la TSX sous le symbole CF.PR.C.

Les produits et le résultat tirés des activités de la Société connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Ses activités sont assujetties à la situation générale sur les marchés des actions et des obligations à l'échelle mondiale.

NOTE 02

Base d'établissement

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ne comprennent pas toute l'information à fournir dans les états financiers annuels et doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2016 et pour l'exercice clos à cette date (les « états financiers consolidés du 31 mars 2016 ») déposés sur SEDAR le 1^{er} juin 2016. Tous les termes définis utilisés dans les présentes sont conformes aux termes définis dans les états financiers consolidés du 31 mars 2016.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont fondés sur le coût historique, sauf pour les placements, les titres détenus et les titres vendus à découvert, qui ont été évalués à la juste valeur, comme il est prescrit par les méthodes comptables pertinentes.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités sont présentés en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le conseil d'administration de la Société a autorisé la publication des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités le 1^{er} novembre 2016.

UTILISATION DE JUGEMENTS, D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation d'états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités selon l'IAS 34 exige de la direction qu'elle porte des jugements, effectue des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs, sur les notes explicatives et sur l'information à fournir à l'égard des passifs éventuels à la date de clôture. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, l'évaluation des actifs d'impôt différé, la dépréciation du goodwill, les immobilisations incorporelles et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation dans le coût des immobilisations incorporelles des coûts liés aux logiciels ainsi que les provisions, qui sont décrits plus en détail à la note 2 des états financiers consolidés du 31 mars 2016.

MODIFICATIONS FUTURES DES MÉTHODES COMPTABLES

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les modifications futures aux méthodes comptables présentées à la note 4 des états financiers consolidés du 31 mars 2016 n'ont fait l'objet d'aucune mise à jour.

NOTE 03 Résumé des principales méthodes comptables

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, aucune modification importante n'a été apportée aux méthodes comptables énoncées à la note 5 des états financiers consolidés du 31 mars 2016.

NOTE 04 Titres détenus et titres vendus à découvert

	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	446 512 \$	392 277 \$	402 779 \$	341 264 \$
Actions et débetures convertibles	204 556	99 206	161 967	86 171
	651 068 \$	491 483 \$	564 746 \$	427 435 \$

Au 30 septembre 2016, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2016 à 2056 (de 2016 à 2097 au 31 mars 2016) et portaient intérêt à des taux allant de 0,00 % à 12,0 % (de 0,0 % à 15,0 % au 31 mars 2016).

NOTE 05 Instruments financiers

Au 30 juin 2016 et au 31 mars 2016, les catégories d'instruments financiers, autres que la trésorerie et les équivalents de trésorerie et la dette bancaire, détenues par la Société se présentaient comme suit :

	Détenus à des fins de transaction		Disponibles à la vente		Prêts et créances		Prêts et emprunts		Total	
	30 sept. 2016	31 mars 2016	30 sept. 2016	31 mars 2016	30 sept. 2016	31 mars 2016	30 sept. 2016	31 mars 2016	30 sept. 2016	31 mars 2016
Actifs financiers										
Titres détenus	651 068 \$	564 746 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	651 068 \$	564 746 \$
Montants à recevoir de courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	1 801 419	1 303 222	—	—	1 801 419	1 303 222
Montants à recevoir des clients	—	—	—	—	483 104	365 272	—	—	483 104	365 272
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	—	—	—	—	263 370	298 839	—	—	263 370	298 839
Autres créances clients	—	—	—	—	81 182	73 817	—	—	81 182	73 817
Placements	—	—	5 264	5 578	—	—	—	—	5 264	5 578
Total des actifs financiers	651 068 \$	564 746 \$	5 264 \$	5 578 \$	2 629 075 \$	2 041 150 \$	— \$	— \$	3 285 407 \$	2 611 474 \$
Passifs financiers										
Titres vendus à découvert	491 483 \$	427 435 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	— \$	491 483 \$	427 435 \$
Montants à payer à des courtiers en valeurs mobilières	—	—	—	—	—	—	1 241 360	986 993	1 241 360	986 993
Montants à payer à des clients	—	—	—	—	—	—	1 220 056	992 661	1 220 056	992 661
Autres dettes fournisseurs et charges à payer	—	—	—	—	—	—	199 246	205 393	199 246	205 393
Dette subordonnée	—	—	—	—	—	—	7 500	15 000	7 500	15 000
Total des passifs financiers	491 483 \$	427 435 \$	— \$	— \$	— \$	— \$	2 668 162 \$	2 200 047 \$	3 159 645 \$	2 627 482 \$

La Société n'a désigné aucun instrument financier comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net au moment de la comptabilisation initiale.

HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est comptabilisée ou présentée sont classés selon une hiérarchie des justes valeurs, telle qu'elle est décrite ci-dessous, en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble :

Niveau 1 – cours sur un marché actif (qui ne sont pas ajustés) pour des actifs ou des passifs identiques

Niveau 2 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur est directement ou indirectement observable)

Niveau 3 – techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur n'est pas observable)

Pour les instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur sur une base récurrente, la Société détermine si des transferts ont eu lieu entre les niveaux de la hiérarchie en réévaluant le classement (en fonction de la donnée d'entrée du plus bas niveau qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble) à la fin de chaque période de présentation de l'information financière.

Au 30 septembre 2016, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	30 septembre 2016	Juste valeur estimée		
		30 septembre 2016		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	29 657 \$	— \$	29 657 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	416 855	118 107	298 748	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	446 512	118 107	328 405	—
Actions	201 656	167 989	33 397	270
Débetures convertibles	2 900	—	2 900	—
Actions et débetures convertibles	204 556	167 989	36 297	270
Placements disponibles à la vente	5 264		2 871	2 393
	656 332	286 096	367 573	2 663
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(11 849)	—	(11 849)	—
Titres de créance de gouvernements	(380 428)	(133 725)	(246 703)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(392 277)	(133 725)	(258 552)	—
Actions	(99 206)	(84 175)	(15 031)	—
	(491 483)	(217 900)	(273 583)	—

Au 31 mars 2016, la Société détenait les catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur suivantes :

	31 mars 2016	Juste valeur estimée		
		31 mars 2016		
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres détenus				
Titres de créance de sociétés	39 392 \$	— \$	39 392 \$	— \$
Titres de créance de gouvernements	363 387	186 126	177 261	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	402 779	186 126	216 653	—
Actions	160 177	130 758	29 266	153
Débetures convertibles	1 790	—	1 790	—
Actions et débetures convertibles	161 967	130 758	31 056	153
Placements disponibles à la vente	5 578		3 138	2 440
	570 324	316 884	250 847	2 593
Titres vendus à découvert				
Titres de créance de sociétés	(14 498)	—	(14 498)	—
Titres de créance de gouvernements	(326 766)	(200 324)	(126 442)	—
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	(341 264)	(200 324)	(140 940)	—
Actions	(86 171)	(67 923)	(18 248)	—
	(427 435)	(268 247)	(159 188)	—

Variation des actifs financiers de niveau 3

31 mars 2016	2 593 \$
Divers	70
30 septembre 2016	2 663 \$

ESTIMATION DE LA JUSTE VALEUR**i. Instruments financiers de niveau 2**

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent les placements de la Société dans certains titres de créance de sociétés et de gouvernements, dans des titres de créance convertibles et dans des actions négociées hors Bourse. La juste valeur des titres de créance de sociétés et de gouvernements et des titres de créance convertibles classés au niveau 2 est établie à l'aide des cours du marché pour des actifs ou des passifs identiques dans des marchés où il n'y a pas de transactions selon une fréquence et un volume suffisants pour fournir de façon continue de l'information sur le prix. La Société examine régulièrement la fréquence et le volume des transactions au titre de ces instruments pour déterminer si l'information sur le prix est exacte.

Les instruments financiers de niveau 2 comprennent également le placement en actions de la Société dans Euroclear dont la juste valeur estimée s'élevait à 2,9 millions \$ au 30 septembre 2016 (3,1 millions \$ au 31 mars 2016). La juste valeur actuelle est déterminée au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur des transactions récentes de rachat d'actions.

ii. Instruments financiers de niveau 3**a. Placements disponibles à la vente**

Les placements disponibles à la vente comprennent le placement de 2,4 millions \$ de la Société dans Sphere Exchange Traded Investments Ltd (Sphere). Le placement dans Sphere a été évalué au coût historique en l'absence d'indicateurs de marché.

b. Détenus à des fins de transaction

La juste valeur des placements de niveau 3 classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée par la Société au moyen d'une approche axée sur le marché fondée sur les informations jugées fiables par la Société, et elle constitue la meilleure estimation de la juste valeur facilement disponible. Les prix des placements détenus à des fins de transaction sont définis soit en fonction du dernier cours négocié, soit en fonction du dernier cours vendeur ou, si ces prix sont considérés comme étant périmés, la Société obtient des informations fondées sur certaines demandes de renseignements, sur des transactions récentes ou sur de nouvelles émissions en attente. La juste valeur des placements détenus à des fins de transaction au 30 septembre 2016 s'établissait à 0,1 million \$ (0,2 million \$ au 31 mars 2016).

Il est possible que les critères d'évaluation de la juste valeur énoncés précédemment ne soient pas représentatifs de la valeur nette de réalisation ou des valeurs futures. De plus, la Société estime que ses méthodes d'évaluation sont appropriées et conformes à celles qui devraient être utilisées par un participant au marché.

Contrats de change à terme

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour tenter d'atténuer le risque de change lié aux règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Les contrats à terme en cours au 30 septembre 2016 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	1,95 \$ US	1,31 \$ (\$ CA/\$ US)	3 octobre 2016	0,1 \$
Pour acheter des dollars américains	1,35 \$ US	1,31 \$ (\$ CA/\$ US)	3 octobre 2016	(0,1) \$

Les contrats à terme en cours au 31 mars 2016 étaient les suivants :

	Notionnel (en millions)	Cours moyen	Échéance	Juste valeur
Pour vendre des dollars américains	2,6 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	(3) \$
Pour acheter des dollars américains	1,9 \$ US	1,29 \$ (\$ CA/\$ US)	1 ^{er} avril 2016	3 \$

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations. Les contrats de change à terme sont principalement libellés en livres sterling, en dollars américains ou en euros. Au 30 septembre 2016, leur échéance moyenne pondérée était de 67 jours (69 jours au 31 mars 2016). Le tableau qui suit présente la juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme ainsi que le notionnel de ces contrats à terme aux 30 septembre 2016 et 31 mars 2016. La juste valeur des actifs et des passifs des contrats à terme est incluse dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs.

	30 septembre 2016			31 mars 2016		
	Actifs	Passifs	Notionnel	Actifs	Passifs	Notionnel
Contrats de change à terme	3 476 \$	(3 298) \$	190 074 \$	5 682 \$	5 441 \$	294 162 \$

Contrats à terme standardisés

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie divers contrats à terme standardisés afin d'essayer d'atténuer le risque de marché, le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Les contrats à terme standardisés sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'un actif sous-jacent, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négociait traditionnellement des contrats à terme standardisés sur des obligations des gouvernements du Canada et des États-Unis afin d'atténuer ses risques. Au T1/17, la Société a commencé à négocier d'autres types de contrats à terme standardisés, y compris, sans toutefois s'y limiter, les contrats à terme standardisés sur indice boursier et les contrats à terme standardisés sur marchandises.

Au 30 septembre 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Canada en cours s'établissait à une position acheteur de 1,8 million \$ (position acheteur de 1,6 million \$ au 31 mars 2016) et le notionnel des contrats à terme standardisés sur des bons du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 7,1 millions \$ (5,4 millions \$ US) (néant au 31 mars 2016).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

PRÊT ET EMPRUNT DE TITRES

	Trésorerie		Titres détenus	
	Prêtée ou livrée en garantie	Empruntée ou reçue en garantie	Prêtés ou livrés en garantie	Empruntés ou reçus en garantie
30 septembre 2016	106 010 \$	19 427 \$	19 134 \$	137 632 \$
31 mars 2016	118 897 \$	26 586 \$	27 347 \$	159 616 \$

Les activités de prêt et d'emprunt de titres sont incluses dans les soldes des créances clients et des dettes fournisseurs et charges à payer aux états de la situation financière.

NOTE 06 Créances clients et dettes fournisseurs et charges à payer

CRÉANCES CLIENTS

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Courtiers en valeurs mobilières	1 801 419 \$	1 303 222 \$
Clients	483 104	365 272
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	263 370	298 839
Divers	81 182	73 817
	2 629 075 \$	2 041 150 \$

DETTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Courtiers en valeurs mobilières	1 241 360 \$	986 993 \$
Clients	1 220 056	992 661
Divers	199 246	205 393
	2 660 662 \$	2 185 047 \$

Les montants à payer à des courtiers et à recevoir de ceux-ci comprennent les soldes des transactions de prise en pension et de mise en pension de titres, les titres prêtés et empruntés, ainsi que les soldes liés aux contreparties des courtiers.

Les achats de titres des clients se font en trésorerie ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Les montants des prêts aux clients sont limités par les règlements sur les marges des organismes de réglementation et sont soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les montants à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de la transaction. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les montants dus aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,70 % à 6,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 septembre 2016, et respectivement de 5,70 % à 6,50 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2016).

Au 30 septembre 2016, la provision pour créances douteuses était de 7,1 millions \$ (10,8 millions \$ au 31 mars 2016).

NOTE 07 Test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles identifiables à durée indéterminée

Les valeurs comptables du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises ont été affectées aux unités génératrices de trésorerie (UGT) de la façon suivante :

	Immobilisations incorporelles à durée indéterminée		Goodwill		Total	
	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016	30 septembre 2016	31 mars 2016
Canaccord Genuity						
Canada	44 930 \$	44 930 \$	92 074 \$	92 074 \$	137 004 \$	137 004 \$
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity						
Royaume-Uni et Europe (îles de la Manche)	—	—	91 708	100 585	91 708	100 585
Royaume-Uni et Europe	—	—	10 095	11 073	10 095	11 073
	44 930 \$	44 930 \$	193 877 \$	203 732 \$	238 807 \$	248 662 \$

On considère que la marque Genuity a une durée indéterminée, la Société ne prévoyant pas cesser de l'utiliser dans l'avenir.

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont soumis à un test de dépréciation chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle un goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée sont affectés. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'une UGT excède sa valeur recouvrable. Une perte de valeur réduit d'abord la valeur comptable de tout goodwill affecté aux UGT et, si elle subsiste, elle réduit ensuite les autres actifs de l'unité au prorata. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures. La Société tient compte notamment de la relation entre sa capitalisation boursière et la valeur comptable de ses capitaux propres lors de l'examen des indices de dépréciation. Un test de dépréciation intermédiaire du goodwill et d'autres actifs a donc été effectué pour toutes les UGT pertinentes en date du 30 septembre 2016.

Conformément à l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, les valeurs recouvrables de l'actif net des UGT ont été déterminées d'après les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente qui sont fondés sur des hypothèses relatives aux flux de trésorerie futurs considérées comme étant appropriées aux fins de ces calculs. Conformément à l'IFRS 13, la juste valeur représente une estimation du prix auquel une transaction normale visant la vente d'un actif ou le transfert d'un passif serait conclue entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Il y a un degré important d'incertitude entourant les estimations des montants recouvrables de l'actif net des UGT étant donné que ces estimations nécessitent la formulation d'hypothèses clés quant à l'avenir. Lorsque la direction pose de telles hypothèses, elle utilise sa meilleure estimation de la conjoncture économique et des conditions du marché futures dans le contexte des activités sur les marchés des capitaux et des activités de gestion de patrimoine de la Société. Ces évaluations sont classées au niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur.

Les calculs de la juste valeur diminuée des coûts de la vente sont fondés sur des hypothèses, comme décrites ci-dessus, formulées à l'égard des flux de trésorerie futurs, de l'exonération des redevances liées à l'immobilisation incorporelle à durée indéterminée que sont les marques, des taux de croissance finaux et des taux d'actualisation. Aux fins de l'estimation de la juste valeur diminuée des coûts de la vente de chaque UGT, les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans, un taux de croissance final est appliqué, et les flux de trésorerie sont ensuite actualisés à leur valeur actuelle. Le taux d'actualisation repose sur les circonstances particulières de chaque UGT et découle de l'estimation du coût moyen pondéré du capital de la Société. Les UGT qui ont comptabilisé le goodwill à sa valeur comptable en date du 30 septembre 2016 sont Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni. Le taux d'actualisation utilisé à l'égard de chacune de ces UGT aux fins de ces calculs a été de 12,5 % (12,5 % au 31 mars 2016). Les estimations des flux de trésorerie à l'égard de chacune de ces UGT reposaient sur les hypothèses de la direction, comme décrites ci-dessus, et elles utilisaient un taux de croissance des produits des activités ordinaires annuels composés sur cinq ans de 5,0 % (de 4,8 % à 5,0 % au 31 mars 2016) ainsi que des estimations à l'égard des marges opérationnelles. Le taux de croissance final utilisé pour Canaccord Genuity au Canada et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche) ainsi qu'au Royaume-Uni a été de 2,5 % (2,5 % au 31 mars 2016).

Le test de sensibilité a été effectué dans le cadre du test de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée pour l'UGT de Canaccord Genuity au Canada. Le test de sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence que pourraient avoir sur les montants recouvrables des UGT des diminutions raisonnablement possibles des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2017 et des baisses raisonnablement possibles des taux de croissance après cette période, ainsi que des augmentations raisonnablement possibles des taux d'actualisation, toutes les autres hypothèses demeurant constantes. Une augmentation du taux d'actualisation de 2,8 points de pourcentage, une diminution de 15,0 millions \$ des produits des activités ordinaires estimatifs pour la période de 12 mois se terminant le 30 septembre 2017 ou une baisse de 7,1 points de pourcentage de la croissance annuelle composée sur cinq ans pourraient faire en sorte que le montant recouvrable estimatif devienne inférieur à la valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de pertes de valeur. Les pertes de valeur seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

NOTE 08 Cession d'entreprise

La Société a vendu 100 % des actions ordinaires de Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. à SAC Capital Private Limited. La vente a été conclue le 30 juin 2016. La Société a reçu une contrepartie initiale au comptant de 0,1 million \$ à la clôture et pourrait recevoir d'autres paiements fondés sur la valeur des actifs corporels nets à la date de la conclusion ainsi qu'une contrepartie différée calculée en fonction des profits futurs découlant des activités existantes au cours de deux prochaines années.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, la Société a comptabilisé un résultat net de 0,01 million \$ attribuable aux activités à Singapour avant leur cession.

Dans le cadre de la cession, la Société a comptabilisé une perte de 0,4 million \$ et un profit de change réalisé de 1,6 million \$, qui était auparavant inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global. Pour le semestre clos le 30 septembre 2016, le profit net de 1,2 million \$ est compris au poste Divers des produits des activités ordinaires dans le compte de résultat.

NOTE 09 Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'impôt fédéral et provincial combiné ou le taux d'impôt de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Impôt sur le résultat au taux prévu par la loi (26,0 % à l'exercice 2017; 26,0 % à l'exercice 2016)	191 \$	389 \$	2 783 \$	3 626 \$
Différence des taux d'impôt des administrations étrangères	(649)	(519)	(660)	(580)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	614	1 516	1 030	1 509
Paiements fondés sur des actions	1 785	1 282	102	1 279
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	18	(304)	50	(1 032)
Écart de taux d'impôt	(201)	(680)	(1 249)	(649)
Pertes fiscales et autres différences temporaires non comptabilisées (utilisation des pertes fiscales antérieurement non comptabilisées)	(1 201)	246	1 057	(737)
Charge d'impôt sur le résultat – exigible et différée	557 \$	1 930 \$	3 113 \$	3 416 \$

NOTE 10 Dette subordonnée

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	7 500 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'OCRCVM. Aux 30 septembre 2016 et 31 mars 2016, les taux d'intérêt de la dette subordonnée étaient de respectivement 6,7 % et 6,7 %. La valeur comptable de la dette subordonnée s'approche de sa juste valeur en raison de la nature à court terme du passif.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, la Société a remboursé 7,5 millions \$ de la dette subordonnée.

NOTE 11 Actions privilégiées

	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Actions privilégiées de série A, émises et en circulation	110 818 \$	4 540 000	110 818 \$	4 540 000
Actions privilégiées de série C, émises et en circulation	97 450	4 000 000	97 450	4 000 000
Actions privilégiées de série C, détenues comme actions autodétenues	(2 627)	(106 794)	(2 627)	(106 794)
	94 823	3 893 206	94 823	3 893 206
	205 641 \$	8 433 206	205 641 \$	8 433 206

Les conditions relatives aux actions privilégiées de série A et de série C sont présentées à la note 15 des états financiers consolidés du 31 mars 2016. Le 1^{er} septembre 2016, la Société a annoncé que, conformément aux modalités des actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série A »), les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare,

seront payés à un taux annuel de 3,885 % pour la période commençant le 1^{er} octobre 2016 et prenant fin le 30 septembre 2021, inclusivement, ce qui correspond au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Le 30 septembre 2016, les porteurs d'actions privilégiées de série A avaient le droit de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (les « actions privilégiées de série B »), sous réserve de certaines conditions, et ils pourront se prévaloir de ce droit le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Au 15 septembre 2016, date limite de la conversion, le nombre d'actions déposées aux fins de conversion était inférieur au nombre minimal requis pour procéder à la conversion et, par conséquent, aucune action privilégiée de série B n'a été émise.

NOTE 12**Actions ordinaires**

	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Montant	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions
Émises et entièrement libérées	764 959 \$	112 057 477	729 502 \$	103 812 814
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(11 111)	(1 749 383)	(15 099)	(2 557 568)
Détenues dans le cadre du RILT	(124 316)	(19 145 112)	(96 647)	(12 171 624)
	629 532 \$	91 162 982	617 756 \$	89 083 622
Bons de souscription				
	30 septembre 2016		31 mars 2016	
	Montant	Nombre de bons de souscription	Montant	Nombre de bons de souscription
Bons de souscription émis dans le cadre du placement privé	1 975 \$	3 365 281	— \$	—

i) AUTORISÉES

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

ii) ÉMISES ET ENTIÈREMENT LIBÉRÉES

	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 mars 2016	103 812 814	729 502 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	1 300 613	8 251
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	67 226	605
Actions émises dans le cadre du placement privé	6 876 824	26 601
Solde au 30 septembre 2016	112 057 477	764 959 \$

Le 11 août 2016, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 15 août 2016 au 14 août 2017, jusqu'à concurrence de 5 587 378 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2016 et le 30 septembre 2016, aucune action n'a été rachetée et annulée dans le cadre de l'OPRCNA.

Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, la Société a réalisé la clôture d'un placement privé sans courtier (« placement privé ») pour les employés de la Société. Globalement, la Société a émis 6 876 824 unités à un prix de 4,17 \$ par unité, pour un produit total de 28,3 millions \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire (« action ordinaire ») de la Société ainsi que d'un demi-bon de souscription d'action ordinaire (« bon de souscription »). Chaque bon de souscription entier permettra au porteur de souscrire une action ordinaire au prix d'exercice de 4,99 \$ pour la période du 17 juin 2019 au 17 décembre 2019. Les bons de souscription ne sont pas inscrits à la cote d'une Bourse et ne peuvent pas être transférés.

Les actions ordinaires émises dans le cadre du placement privé sont soumises à une période de détention, et un tiers des actions ordinaires émises à un acquéreur deviendra entièrement négociable à chaque anniversaire de la date de clôture du premier placement privé.

Les bons de souscription sont classés comme instruments de capitaux propres. La juste valeur des bons de souscription, calculée à l'aide d'un modèle d'évaluation des options, a été établie à 1,9 million \$. Les modèles d'évaluation des options exigent le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. La volatilité se fonde sur la tendance historique des cours de l'action de la Société. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des bons de souscription.

iii) RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Résultat de base par action ordinaire				
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(1 220) \$	(105) \$	5 462 \$	10 309 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(2 999)	(2 998)	(5 998)	(5 996)
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(4 219)	(3 103)	(536)	4 313
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	92 249 022	91 465 410	90 321 945	92 070 815
Résultat de base par action	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	0,05 \$
Résultat par action ordinaire – après dilution				
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	(4 219)	(3 103)	(536)	4 313
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	s. o.	s. o.	s. o.	92 070 815
Effet dilutif dans le cadre du RILT (nombre)	s. o.	s. o.	s. o.	4 433 271
Effet dilutif lié aux autres régimes de paiements fondés sur des actions ordinaires (nombre)	s. o.	s. o.	s. o.	727 973
Nombre moyen pondéré ajusté d'actions ordinaires	s. o.	s. o.	s. o.	97 232 059
Résultat par action ordinaire – après dilution	(0,05) \$	(0,03) \$	(0,01) \$	0,04 \$

NOTE 13

Dividendes

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES

Le conseil d'administration a maintenu la suspension du dividende trimestriel versé sur les actions ordinaires; par conséquent, aucun dividende n'a été déclaré à verser sur les actions ordinaires au cours du semestre clos le 30 septembre 2016.

DIVIDENDES SUR ACTIONS PRIVILÉGIÉES

La Société a déclaré les dividendes sur actions privilégiées suivants pour le semestre clos le 30 septembre 2016 :

Date de clôture des registres	Date de paiement	Dividende en espèces par action privilégiée de série A	Dividende en espèces par action privilégiée de série C	Montant total de dividendes sur actions privilégiées
16 septembre 2016	30 septembre 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$
17 juin 2016	30 juin 2016	0,34375 \$	0,359375 \$	2 998 \$

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2017 aux porteurs d'actions privilégiées de série A inscrits le 23 décembre 2016 (note 18). Le taux de dividende a été ajusté le 1^{er} octobre 2016 (note 11).

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil a approuvé un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 janvier 2017 aux porteurs d'actions privilégiées de série C inscrits le 23 décembre 2016 (note 18).

NOTE 14

Régimes de paiement fondé sur des actions

a. RILT

En vertu du Régime d'intéressement à long terme (RILT), des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Des fiducies pour les avantages sociaux des employés (les « fiducies ») ont été constituées au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni. La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utilisent pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

La juste valeur des UATI à la date d'évaluation se fonde sur le prix d'achat des actions par les fiducies sur le marché libre et est amortie selon le calendrier d'acquisition graduelle ou selon la méthode linéaire sur la période d'acquisition des droits qui est généralement de trois ans. Au cours du semestre clos le 30 septembre 2016, les employés qui ont participé au placement privé se sont vu attribuer des UATI qui étaient semblables aux autres attributions en vertu du RILT.

Au cours de la période, le nombre total d'UATI attribuées s'est élevé à 11 034 184. La juste valeur moyenne pondérée des UATI attribuées au cours du semestre clos le 30 septembre 2016 s'est établie à 4,79 \$ (7,14 \$ au 30 septembre 2015).

	Nombre
Attributions en cours au 31 mars 2016	11 962 855
Attributions	11 034 184
Actions dont les droits sont acquis	(3 547 315)
Actions auxquelles il a été renoncé	(304 265)
Attributions en cours au 30 septembre 2016	19 145 459

	Nombre
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 31 mars 2016	12 171 624
Actions acquises	9 254 492
Actions libérées à l'acquisition des droits	(2 281 004)
Actions ordinaires détenues par les fiduciaires au 30 septembre 2016	19 145 112

b. CHARGE AU TITRE DE PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
RILT	10 327 \$	5 271 \$	19 314 \$	15 554 \$
Prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires	200	1 488	409	3 009
Régime incitatif de CSH	309	1 087	800	2 273
Unités d'actions différées (régées en trésorerie)	(476)	(364)	(896)	(281)
Divers	116	(106)	239	(397)
Total de la charge au titre de paiements fondés sur des actions	10 476 \$	7 376 \$	19 866 \$	20 158 \$

NOTE 15 Transactions avec des parties liées

Les transactions sur titres effectuées par la Société pour le compte de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles appliquées pour tous les clients. Les produits de commissions sur ces transactions ne sont pas importants par rapport à ceux tirés de l'ensemble des activités de la Société.

Les créances clients et les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants qui se rapportent aux principaux dirigeants :

	30 septembre 2016	31 mars 2016
Créances clients	63 \$	61 \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	1 573 \$	4 035 \$

NOTE 16 Information sectorielle

La Société exerce ses activités dans deux secteurs :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, et aux États-Unis. Canaccord Genuity comprend également les activités dans les Autres établissements à l'étranger, dont Canaccord Genuity (Dubai) Ltd., Canaccord Genuity Asia et la participation de 50 % dans Canaccord Genuity Australia.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail ou institutionnels du Canada, des États-Unis, et du Royaume-Uni et d'Europe.

Le secteur administratif Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits des activités ordinaires et les charges libellés en monnaies étrangères qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les secteurs d'activité de la Société sont gérés de façon distincte, parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation, sans égard aux participations ne donnant pas le contrôle.

La Société ne répartit pas le total de l'actif, le total du passif, le matériel et les aménagements des locaux loués entre les secteurs. L'amortissement des immobilisations corporelles est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, puisqu'il se rapporte aux acquisitions de Genuity et à la participation de 50 % dans

Canaccord Genuity Australia. L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP) est attribué aux secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (îles de la Manche). L'amortissement des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre de l'acquisition d'Eden Financial Ltd. est attribué au secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe (Eden Financial Ltd.). Il n'y a pas de produits intersectoriels importants. L'impôt sur le résultat est géré au niveau de la Société et n'est pas attribué aux secteurs. Tous les produits des activités ordinaires et le résultat d'exploitation sont tirés de clients externes. En outre, la Société ne répartit pas les flux de trésorerie par secteur à présenter.

	Pour les trimestres clos les							
	30 septembre 2016				30 septembre 2015			
	Canaccord Genuity	Gestion de Patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de Patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	125 423 \$	61 512 \$	2 662 \$	189 597 \$	125 807 \$	57 305 \$	3 156 \$	186 268 \$
Produits d'intérêts	1 582	2 178	245	4 005	704	2 889	741	4 334
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	120 828	49 287	13 108	183 223	117 122	47 026	12 262	176 410
Amortissement	2 665	2 264	251	5 180	3 579	2 597	277	6 453
Frais de développement	869	942	47	1 858	1 587	1 998	363	3 948
Charges d'intérêts	2 282	63	239	2 584	1 883	53	356	2 292
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	361	11 134	(10 738)	757	2 340	8 520	(9 361)	1 499
Imputations intersectorielles	4 410	4 240	(8 650)	—	4 114	5 771	(9 885)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	(4 049) \$	6 894 \$	(2 088) \$	757 \$	(1 774) \$	2 749 \$	524 \$	1 499 \$

	Pour les semestres clos les							
	30 septembre 2016				30 septembre 2015			
	Canaccord Genuity	Gestion de Patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de Patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des produits d'intérêts	265 579 \$	122 078 \$	4 512 \$	392 169 \$	269 603 \$	119 847 \$	6 198 \$	395 648 \$
Produits d'intérêts	2 024	4 332	1 257	7 613	1 943	5 630	1 835	9 408
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	244 090	99 509	24 874	368 473	240 893	98 105	25 943	364 941
Amortissement	5 405	4 658	502	10 565	6 954	5 077	555	12 586
Frais de développement	1 451	2 109	390	3 950	3 320	3 983	697	8 000
Charges d'intérêts	5 324	113	589	6 026	4 750	120	713	5 583
Résultat avant les imputations intersectorielles et avant impôt sur le résultat	11 333	20 021	(20 586)	10 768	15 629	18 192	(19 875)	13 946
Imputations intersectorielles	8 030	7 823	(15 853)	—	8 103	10 890	(18 993)	—
Résultat avant impôt sur le résultat	3 303 \$	12 198 \$	(4 733) \$	10 768 \$	7 526 \$	7 302 \$	(882) \$	13 946 \$

Aux fins de la présentation de l'information par secteur géographique, les activités de la Société ont été regroupées au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans les Autres établissements à l'étranger. Le tableau suivant présente les produits des activités ordinaires de la Société par secteur géographique (les produits sont attribués aux secteurs géographiques en fonction de l'emplacement de l'entreprise sous-jacente présentant ses résultats d'exploitation).

	Pour les trimestres clos les		Pour les semestres clos les	
	30 septembre 2016	30 septembre 2015	30 septembre 2016	30 septembre 2015
Canada	60 046 \$	54 349 \$	140 675 \$	123 356 \$
Royaume-Uni et Europe	61 778	72 378	119 543	151 978
États-Unis	55 822	56 393	110 119	111 549
Autres établissements à l'étranger	15 956	7 482	29 445	18 173
	193 602 \$	190 602 \$	399 782 \$	405 056 \$

NOTE 17 Provisions et éventualités**PROVISIONS**

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation juridique ou implicite actuelle découlant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Chaque date de clôture, la Société évalue le caractère approprié de ses provisions existantes et ajuste le montant au besoin. Le tableau suivant présente un sommaire des changements survenus au cours du semestre clos le 30 septembre 2016.

	Provisions pour litiges	Provisions pour frais de restructuration	Total des provisions
Solde au 31 mars 2016	3 600 \$	15 211 \$	18 811 \$
Ajouts	5	—	5
Utilisées	(1 700)	(5 741)	(7 441)
Solde au 30 juin 2016	1 905	9 470	11 375
Ajouts	321	—	321
Utilisées	(194)	(1 400)	(1 594)
Solde au 30 septembre 2016	2 032	8 070	10 102

La provision pour frais de restructuration au 30 septembre 2016 a trait principalement à des indemnités de cessation d'emploi découlant de la restructuration de la Société.

Engagements, procédures de litige et passif éventuel

Dans le cours normal des activités, la Société est partie à des litiges et, au 30 septembre 2016, elle était défenderesse dans diverses poursuites judiciaires. La Société a établi des provisions pour les affaires en litige lorsque les paiements sont probables et peuvent raisonnablement être estimés. Même si l'issue de ces poursuites dépend d'une résolution future, l'évaluation et l'analyse de ces poursuites par la direction indiquent que la résolution ultime probable de ces poursuites, prises isolément ou dans leur ensemble, n'aura pas d'effet important sur la situation financière de la Société. Outre ces litiges et les litiges décrits dans les états financiers consolidés annuels audité de la Société au 31 mars 2016 et pour l'exercice clos à cette date, le montant réclamé dans le cadre du litige suivant est significatif et, par conséquent, il est décrit dans les présentes.

Une poursuite a été intentée par un ancien client et d'autres personnes qui demandent le remboursement des pertes dans certains comptes, des frais d'administration, des intérêts et des coûts. Les faits reprochés comprennent un manquement au contrat et la négligence dans l'administration des comptes. Les dommages-intérêts réclamés dans le cadre de la poursuite s'élèvent à plus de 14 millions \$. Bien que la Société ait réfuté les allégations et entende se défendre vigoureusement, l'issue probable de cette poursuite et une estimation fiable du montant des dommages-intérêts dans l'éventualité d'une issue défavorable ne peuvent être déterminées à la date des présents états financiers consolidés résumés intermédiaires non audité.

La Société fait également l'objet de réclamations invoquées ou non dans le cours normal des activités, lesquelles, en date du 30 septembre 2016, n'ont pas donné lieu à des poursuites judiciaires. La Société ne peut pas déterminer quelle sera l'incidence de ces réclamations invoquées ou non sur sa situation financière; cependant, elle a comptabilisé une provision si des pertes découlant de ces réclamations invoquées ou non sont considérées comme probables et si de telles pertes peuvent être estimées de façon raisonnable.

NOTE 18 Événements postérieurs à la date de clôture**i) DIVIDENDES**

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales et a convenu de maintenir la suspension du dividende trimestriel sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.

Le 1^{er} novembre 2016, le conseil d'administration a approuvé les dividendes en espèces suivants : dividende de 0,24281 \$ par action privilégiée de série A payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016; dividende de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C payable le 3 janvier 2017 aux actionnaires inscrits le 23 décembre 2016.

ii) PLACEMENT PRIVÉ

Le 21 septembre 2016, la Société a annoncé la réalisation d'un placement privé de débentures subordonnées de premier rang non garanties convertibles d'une valeur de 60,0 millions \$. Les débentures porteront intérêt au taux annuel de 6,50 % et pourront être converties, au gré du porteur, en actions ordinaires de la Société au prix de conversion de 6,50 \$ par action. Les débentures viendront à échéance le 31 décembre 2021 et pourront être rachetées par la Société dans certaines circonstances après le 31 décembre 2019. La Société a l'intention d'affecter le produit net tiré de ce placement à ses activités de gestion de patrimoine au Canada ainsi qu'à ses activités générales. Le placement a été conclu le 28 octobre 2016.

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

ADRESSE DU BUREAU

Groupe Canaccord Genuity Inc.
609 Granville Street, Suite 2200
Vancouver (Colombie-Britannique) Canada

ADRESSE POSTALE

Pacific Centre
609 Granville Street, Suite 2200
P.O. Box 10337
Vancouver (Colombie-Britannique)
V7Y 1H2 Canada

Inscription en Bourse

Actions ordinaires :
Bourse de Toronto : CF

Actions privilégiées :
Série A (Bourse de Toronto) : CF.PR.A.
Série C (Bourse de Toronto) : CF.PR.C.

Site Web de la Société

www.canaccordgenuity.com

Renseignements généraux à l'intention des actionnaires

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

161 Bay Street, Suite 3000
Toronto (Ontario) Canada
Téléphone : 416.869.7293
Télécopieur : 416.947.8343
Courriel : investor.relations@canaccordgenuitygroup.com

Relations avec les médias et demandes de renseignements des investisseurs institutionnels et des analystes

Christina Marinoff

Vice-présidente, Relations avec les investisseurs et communications
Téléphone : 416.687.5507
Courriel : christina.marinoff@canaccord.com

Le rapport annuel 2016 de Groupe Canaccord Genuity Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

Date de paiement des dividendes¹ et de publication des résultats pour les quatre prochains trimestres

	Date de publication des résultats	Date de clôture des registres pour les actionnaires privilégiés	Date de paiement des dividendes sur actions privilégiées	Date de clôture des registres pour les actionnaires ordinaires	Date de paiement des dividendes sur actions ordinaires
T3/17	9 février 2017	17 mars 2017	31 mars 2017	24 février 2017	10 mars 2017
T4/17	1 ^{er} juin 2017	16 juin 2017	30 juin 2017	16 juin 2017	3 juillet 2017
T1/18	2 août 2017	15 septembre 2017	2 octobre 2017	1 ^{er} septembre 2017	15 septembre 2017
T2/18	8 novembre 2017	22 décembre 2017	2 janvier 2018	1 ^{er} décembre 2017	15 décembre 2017

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Ressources à l'intention des actionnaires

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

SERVICES AUX INVESTISSEURS COMPUTERSHARE INC.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto (Ontario) M5J 2Y1
Numéro sans frais (Amérique du Nord) :
1.800.564.6253
International : 514.982.7555
Télécopieur : 1.866.249.7775
Numéro de télécopieur sans frais
(Amérique du Nord) ou
numéro de télécopieur
à l'international : 416.263.9524
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com

Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

Information financière

Pour consulter l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com

Auditeurs

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables professionnels agréés
Vancouver (Colombie-Britannique)

